Par manque de volonté

La faim chez les enfants en Afrique

AFRICAN CHILD POLICY FORUM (ACPF)

African Child Policy Forum (ACPF) est un institut panafricain indépendant et à but non lucratif de recherche politique et de dialogue sur l'enfant africain. ACPF a été créé avec la conviction qu'il est nécessaire d'accorder aux enfants la priorité dans l'agenda public pour réaliser leurs droits et leur bien-être et pour parvenir à des progrès sociaux et économiques durables en Afrique.

Le travail d'ACPF est basé sur les droits, inspiré de valeurs universelles, étayé par des expériences et des connaissances mondiales et attaché à l'internationalisme. Son travail est guidé par la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CDE), la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (CADBE) et d'autres instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme. L'objectif d'ACPF est de contribuer spécifiquement à l'amélioration des connaissances sur les enfants en Afrique, de suivre les progrès accomplis et d'en rendre compte, d'identifier les options politiques, de fournir une plateforme de dialogue, de collaborer avec les gouvernements, les organisations intergouvernementales et la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et programmes efficaces en faveur des enfants en Afrique et de promouvoir une voix commune pour les enfants en Afrique et ailleurs dans le monde.

African Child Policy Forum (ACPF)

P.O. Box 1179, Addis Abeba, Éthiopie
Tél. : +251 116 62 81 92/96/97/99
Fax. : +251 116 62 82 00
Email : info@africanchildforum.org
Sites web : www.africanchildforum.org
www.africanchildinfo.net
www.africachildforum.org/ipc

Suggestion de référencement :

ACPF (2019). *Par manqué de volonté : La faim chez les enfants en Afrique.* Addis Abeba : African Child Policy Forum (ACPF).

© 2019 African Child Policy Forum (ACPF)

Le présent rapport est la propriété d'African Child Policy Forum (ACPF).

Merci

Ce rapport est le produit des contributions techniques et financières de diverses personnes et organisations. Nous tenons à tous et toutes les féliciter.

Les partenaires

Tout d'abord, nous tenons à exprimer notre reconnaissance pour le soutien financier de la part de nos généreux et loyaux partenaires :

- Christian Children's Fund du Canada
- Plan International
- FNUAP

L'équipe technique

Le présent rapport est le produit d'intenses consultations et des contributions de la part de diverses personnes chez ACPF et en-dehors. L'équipe technique et les services impliqués dans la rédaction et dans la préparation de ce rapport comprennent les personnes et équipes suivantes :

La responsabilité technique

- Retta Getachew, Chef de programme, Développement et Protection de l'enfant, ACPF

Équipe rédactionnelle et éditoriale

- Assefa Bequele
- Retta Getachew
- Saba Lishan
- Shimelis Tsegaye
- Yehualashet Mekonen

Contribution spéciale et chercheur principal

- Kaleab Baye (Directeur du Centre pour les Sciences alimentaires et la Nutrition, Université d'Addis Abeba)

Assistance éditoriale

- Violet Odala

Opérations et publications

- Sarah Guebreyes
- Ashenafi Tesema

Traduction

- Patricia Martinache

TABLE DES MATIÈRES

Préface v

Conclusions et messages principaux 1

1. La faim chez les enfants en Afrique : persistante et en expansion 7

2. La faim chez les enfants : Le coût 15

3. La faim chez les enfants : les causes 18

3.1 Un système alimentaire déficient 18

3.2 Les inégalités 21

3.3 Une croissance économique non-inclusive 26

3.4 Changement climatique, migrations et conflits 26

4. La faim chez les enfants : Réponses politiques et enseignements 29

Bonnes pratiques en matière de lutte contre la faim chez les enfants 30

5. Conclusions 36

Notes de fin 39

Liste des figures et tableaux

Figure 1 : Tendances de la part des personnes sous-alimentées par région 7

Figure 2 : Augmentation du nombre de personnes sous-alimentées entre 2014 et 2017 8

Figure 3 : Niveau d'insécurité alimentaire mesuré par l'Échelle de mesure de l'insécurité alimentaire (FIES) 8

Entre 2014 et 2017, c'est en Afrique centrale que la prévalence de la faim a été la plus élevée, avec une moitié de la population confrontée à une grave insécurité alimentaire, suivie de l'Afrique de l'Est, avec un chiffre supérieur à 32 %. 9

Figure 4 : Prévalence actuelle de la faim et de l'insécurité alimentaire grave par sous-région 9

Figure 5 : Taux de réduction des retards de croissance chez les enfants entre 2000 et 2016 par région 10

Figure 6 : Augmentation du nombre absolu d'enfants souffrant de retard de croissance entre 2000 et 2018 11

Figure 7 : Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant une alimentation minimum acceptable dans quelques pays choisis 12

Tableau 1 : Pays africains ayant obtenu les scores les plus élevés et les plus faibles de l'Indice de la faim dans le monde, 2018 13

Figure 8 : Répartition géographique de l'anémie chez les enfants en âge préscolaire, 2016 14

Tableau 2 : Mortalités infantiles associées à la sous-nutrition, estimations de 2014 15

Figure 9 : Coût annuel de la sous-nutrition en pourcentage du PIB 16

Figure 10 : Ratios bénéfices/coûts associés à la réduction du retard de croissance dans quelques pays africains choisis 17

Figure 11 : Tendances de la production alimentaire en Afrique exprimée en kilocalories moyens par jour et par personne, 1961-2013 19

Figure 12 : Composition des groupes d'aliments produits en Éthiopie 20

Figure 13 : Variations régionales et nationales dans la répartition des retards de croissance en 2000 et en 2015 23

Figure 14 : Prévalence du retard de croissance en fonction du lieu de résidence, en zone rurale ou urbaine, 2017 24

Figure 15 : Prévalence des retards de croissance par quintile de richesse, 2017 25

Figure 16 : Répartition géographique des conflits armés en Afrique, 1995-2015 28

Figure 17 : Progrès réalisés pour atteindre les objectifs de la Stratégie régionale africaine de nutrition et d'autres cadres en matière de faim chez les enfants 30

Figure 18 : Correspondance entre les scores de l'IBE 2018 et de l'IFM 2018 32

Liste des acronymes et abréviations

ACPF	African Child Policy Forum
BAD	Banque africaine de développement
CADBE	Charte africaine
CDE	Convention relative aux droits de l'enfant
DHS	Enquête démographique et sanitaire
DUDR	Déclaration universelle des droits de l'homme
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIES	Échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue
IBE	Indice de bienveillance envers les enfants
IFM	Indice de la faim dans le monde
MAD	Régime alimentaire minimum acceptable
MDD	Diversité alimentaire minimale
MMF	Fréquence minimale des repas
ODD	Objectifs pour le développement durable
OMS	Organisation mondiale de la santé
PAM	Programme alimentaire mondial
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
PIB	Produit intérieur brut
PSN	Prévalence de la sous-nutrition
RDC	République démocratique du Congo
SRAN	Stratégie régionale africaine de nutrition
SUN	Scaling-up-Nutrition
UA	Union africaine
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Préface

Il est paradoxal de devoir parler de la faim chez les enfants alors que nous entrons dans l'ère de l'**Afrique montante**, et ce 30 ans après l'adoption de la CDE. Et pourtant, c'est bien là que nous en sommes. En Afrique, la faim chez les enfants demeure un problème persistant et pressant.

La faim chez les enfants constitue pour ces derniers l'une des formes de privations les plus extrêmes. La faim tue, souvent en silence et lentement. Elle affecte et gâte la santé des enfants, entrave leurs capacités d'apprentissage et réduit leurs capacités à gagner autant que leurs pairs mieux lotis. Tout aussi important, elle amoindrit leur valeur à leurs yeux, elle amoindrit leur estime de soi et leur dignité. Elle entraîne aussi des comportements antisociaux et de la criminalité. Elle constitue la forme de privation la plus avilissante, s'accompagnant de coûts immenses au niveau personnel, social et économique.

Et c'est un énorme problème en Afrique.

Nous devrions lui accorder la priorité dans les politiques publiques. La population de l'Afrique devrait atteindre les 2,5 milliards de personnes d'ici 2050, dont un milliard d'enfants et de jeunes. Si les tendances actuelles se poursuivent sans que soient prises des mesures correctrices, l'Afrique pourrait porter un milliard d'enfants et de jeunes sous-alimentés, malnutris et souffrant de la faim, et ce d'ici le milieu du siècle.

La faim chez les enfants est essentiellement un problème politique. Elle est le rejeton de l'alliance inavouable entre l'indifférence politique, l'absence de redevabilité, la mauvaise gouvernance et l'incurie économique. Réalité persistante, nue et brutale, cette tragédie demeure silencieuse, largement inavouée et tolérée, sûrement parce que c'est un problème qui touche les sans-voix.

La gravité et l'ampleur du problème sont telles qu'il faudra rien de moins qu'un programme politique et économique radical et apportant des changements majeurs. En premier lieu, cela implique : (i) un engagement politique au plus haut niveau ; (ii) un engagement constitutionnel ou législatif visant à garantir qu'aucun enfant ne souffre plus de la faim et à rendre obligatoire pour les États l'accès universel à une quantité minimum acceptable de nourriture pour tous les enfants ; (iii) de fournir des aides sociales ciblant les populations pauvres, en particulier les ménages dirigés par des enfants et par des femmes ; et (iv) l'institution de programmes d'alimentation à l'école dans toutes les régions et communautés.

La faim souille la dignité humaine, détruit des vies et prive des nations de leur future richesse et de leur capital humain aussi. Il faut agir de toute urgence. Il ne s'agit pas d'évoquer les ressources limitées, bien qu'on ne puisse nier l'effort que cela représente pour les comptes publics. Le vrai coupable, c'est notre système de gouvernance qui ne fonctionne pas et l'absence de répondant de la part de nos dirigeants politiques, indifférents au sort des pauvres, indifférents au sort de millions d'enfants qui souffrent, presque en silence, des douleurs de la faim au quotidien. La solution se trouve dans la mobilisation publique et dans un mouvement panafricain durable et vigoureux visant à

demander des comptes à nos gouvernements. C'est cela qui est nécessaire, et c'est ce que nous devons faire, nous tous et la communauté des droits de l'homme et la société civile d'Afrique.

Assefa Bequele
Directeur exécutif

Conclusions et messages principaux

La faim chez les enfants est inacceptablement élevée et en augmentation

Des millions d'enfants souffrent de la faim en Afrique

- 90 % des enfants ne remplissent pas les critères correspondant à un régime alimentaire minimum acceptable.
- 60 % des enfants ne satisfont pas aux critères de fréquence minimale des repas.
- Pour la seule année 2017, l'émaciation touchait 14 millions d'enfants.

La faim chez les enfants entraîne d'énormes coûts personnels, sociaux et économiques

- Dans le monde, toutes les 3 secondes, un enfant meurt de faim, soit 10 000 enfants par jour.
- La faim est à l'origine d'environ 45 % de la mortalité infantile en Afrique. Un tiers des décès d'enfants en Afrique s'explique par des carences alimentaires.
- Le développement physique et mental des enfants dépend de la quantité et de la qualité de leur alimentation, tout particulièrement au cours de leurs 1000 premiers jours ou des deux premières années de la vie. Les enfants qui ont un apport alimentaire insuffisant sont susceptibles de se développer moins bien que les autres – ils souffrent de retard de croissance et de problèmes de santé.
- La faim a des répercussions immédiates et à long terme sur le développement physique, émotionnel et intellectuel des enfants, sur leur vie personnelle et leurs revenus, ainsi que sur les performances économiques de leur pays. Les enfants souffrant de la faim et de retard de croissance ont de moins bons résultats scolaires et souffrent d'une estime de soi dégradée. Ils sont en moins bonne santé et sont moins productifs, gagnent moins et ont donc, une fois adultes, des revenus inférieurs à ceux de leurs pairs. Bien entendu, tout ceci a un impact direct sur les performances économiques d'un pays. On estime que la faim chez les enfants coûte aux pays africains entre 1,9 et 16,5 % de leur PIB. À eux seuls, les retards de croissance auraient réduit le PIB actuel par habitant de l'Afrique de 10 %. Donc, le fait de garantir que les enfants reçoivent une alimentation suffisante ne constitue pas, comme l'affirment certains de manière éhontée, un gaspillage « d'aide sociale », mais bien un investissement dans le bien-être des populations, dans la justice sociale et dans l'avenir économique du pays.
- Par ailleurs, faute d'investir dans la nutrition assez tôt dans la vie des enfants, les pays vont manquer l'occasion de réaliser d'importantes économies. En effet, pour chaque dollar dépensé dans la nutrition de manière précoce au cours de la vie d'un enfant, on peut économiser jusqu'à 85 dollars au Nigeria, 80 dollars au Soudan et 60 au Kenya.
- Le fait de réduire, d'ici 2025, la prévalence de la sous-nutrition de moitié par rapport à son niveau de 2009 peut générer des économies moyennes annuelles allant de 3 millions à 379 millions de dollars.

- Une étude portant sur 15 pays africains a montré que si la cible 2025 de l'Assemblée mondiale de la Santé en matière de retard de croissance était atteinte, cela ajouterait 83 milliards de dollars aux revenus nationaux.

La pauvreté est la première cause de la faim chez les enfants

- L'accès à l'alimentation relève en premier lieu de la pauvreté et des inégalités de revenus. La proportion de personnes vivant dans la pauvreté extrême en Afrique subsaharienne était estimée à 41 % de la population totale en 2015. La pauvreté est particulièrement grave chez les enfants.
- La proportion d'enfants vivant dans la pauvreté extrême en Afrique subsaharienne était estimée à 49 % de la population totale d'enfants en 2013.

L'enjeu de la faim chez les enfants est aggravé par le caractère inadapté de l'engagement politique

Les efforts des États pour protéger les droits des enfants à l'alimentation ont été insuffisants

- L'Afrique n'est pas dans la course pour réaliser d'ici 2030 l'ODD 2 en matière d'éradication de la faim, de sécurité alimentaire et d'amélioration de la nutrition, ainsi que de promotion de l'agriculture durable.
- Les pays africains se sont engagés dans le cadre d'une Stratégie régionale africaine de nutrition (2015-2025), dotée de cibles ambitieuses. Pourtant, plus de la moitié des pays africains sont actuellement hors-course et n'atteindront pas les cibles fixées par cette Stratégie.
- Seuls dix pays ont respecté l'engagement pris dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine et consistant à allouer au moins 10 % de leurs dépenses publiques annuelles au secteur agricole.
- Trente-quatre pays sont hors-course et n'atteindront pas la cible de réduction de l'émaciation chez les enfants à moins de 5 % d'ici 2025.
- Enfin, seuls 9 pays sont dans la course pour atteindre l'objectif de réduction des retards de croissance de 40 % d'ici 2025.

Les pays les plus bienveillants envers les enfants, d'après l'Indice de bienveillance envers les enfants établi par ACPF, et qui ont placé les enfants au cœur de leurs politiques publiques ont moins d'enfants qui souffrent de la faim

- Les pays tels que Maurice et l'Afrique du Sud, qui comptent parmi les pays les plus bienveillants envers les enfants, d'après l'Indice de bienveillance envers les enfants, se sont classés tout en bas du classement de l'Indice de la faim dans le monde.
- La République centrafricaine et le Tchad, qui se retrouvent tout en bas de l'Indice de bienveillance envers les enfants, sont classés tout en haut de l'Indice de la faim dans le monde, qui indique que ces derniers ont des niveaux de faim respectivement « extrêmement alarmants » et « alarmants ».

Une croissance économique inégale et inéquitable

- Ces vingt dernières années, la croissance en Afrique a été impressionnante au regard des standards historiques et du monde entier. Mais elle n'a pas été inclusive et n'a eu que peu d'effets sur la faim chez les enfants. Sans politique adaptée en faveur des pauvres, la croissance économique ne suffit pas à répondre à la faim chez les enfants. Par exemple :
  - Malgré une croissance annuelle moyenne de 2 % du PIB par habitant, les retards de croissance au Kenya ont augmenté de 2,5 %.
  - En RDC, malgré une croissance annuelle moyenne de 2 % du PIB par habitant, les retards de croissance n'ont baissé que de 0,5 %.
  - Une croissance annuelle moyenne de 4 % du PIB par habitant n'a entraîné aucune réduction des retards de croissance au Nigeria.

Un système alimentaire déficient qui entrave l'accès à une alimentation nutritive

- L'augmentation de la production alimentaire n'a pas entraîné d'amélioration de la qualité du régime alimentaire pour les enfants.
- La production agricole se concentre davantage sur les principales céréales que sur des aliments nutritifs, tels que les légumineuses, les fruits et les légumes.
- L'approvisionnement en aliments à forte teneur nutritive est limité, inaccessible ou inabordable.
- En Éthiopie, par exemple, les œufs, la viande, le poisson, les volailles, les fruits et légumes contribuent, pour chacune de ces catégories, à moins de 1 % de l'apport énergétique alimentaire ; les produits laitiers y contribuent à hauteur de moins de 2 %.

La faim chez les enfants est exacerbée par les inégalités économiques et par les inégalités homme-femme

Les enfants issus de milieux pauvres et de zones rurales sont ceux qui souffrent le plus de la faim

- Dans certains pays, la prévalence des retards de croissance est deux fois plus élevée chez les enfants des zones rurales que chez ceux des zones urbaines.

Les femmes et les filles sont touchées par la faim de manière disproportionnée

- Dans le monde, environ 60 % des personnes touchées par la faim sont de sexe féminin.
- Près d'un demi-milliard de femmes et de filles, dont une grande partie vit en Asie et en Afrique, n'ont pas accès à une alimentation nutritive.
- En Afrique, 110 millions de femmes en âge de procréer souffrent d'anémie, ce qui implique des risques plus élevés en termes de morbidité et de mortalité tant pour la mère que pour l'enfant, et des risques plus élevés de compromettre le potentiel cognitif de l'enfant.

Les conflits et le changement climatique compliquent les dynamiques de la faim chez les enfants sur le continent

Les pays stables politiquement ont moins d'enfants souffrant de la faim

- Les trois-quarts des enfants de moins de cinq ans atteints de retard de croissance vivent dans des pays touchés par un conflit armé.
- La proportion des enfants souffrant de dénutrition est 2 à 3 fois plus élevée dans les zones de conflit prolongé qu'ailleurs. Dans de nombreuses zones de conflit, il est impossible d'avoir accès aux marchés d'alimentation et à l'aide alimentaire humanitaire.
- En 2017, les conflits étaient la principale cause de l'insécurité alimentaire aiguë dans 18 pays, dans lesquels près de 74 millions de personnes en insécurité alimentaire avaient besoin d'une aide urgente.
- Dans certains conflits en cours, la privation de nourriture est encore utilisée par des parties belligérantes comme arme de guerre.

Les pays durement touchés par le changement climatique et par des évènements météorologiques extrêmes connaissent les plus graves urgences alimentaires.

- En 2015-2016, en raison du phénomène El Niño, plus de 10 millions de personnes ont dû recourir à l'aide alimentaire en Éthiopie, tandis que 40 millions de personnes dans la région de l'Afrique australe souffraient d'insécurité alimentaire.
- En 2017, les chocs climatiques ont entraîné une insécurité alimentaire aiguë dans 23 pays, affectant plus de 39 millions de personnes, dont la majorité vivaient en Afrique. Il s'agissait notamment de 8,5 millions de personnes en Éthiopie, de 5,1 millions au Malawi, de 4,1 millions au Zimbabwe et de 3,4 millions au Kenya.
- D'ici 2050, en raison des effets négatifs du changement climatique, la disponibilité de l'eau sera réduite, ce qui pourrait entraîner d'importantes pertes de production en Afrique subsaharienne, d'environ 22 % pour le maïs, 17 % pour le sorgho et le millet et 18 % pour les arachides.

Que faire ?

Reconnaître le caractère urgent de la faim chez les enfants et garantir un engagement politique plus important

- L'Afrique devra nourrir 2,2 milliards de personnes, dont un milliard d'enfants et de jeunes, d'ici 2050. La trajectoire politique et l'avenir économique et technologique du continent dépendront de la qualité de l'alimentation et de l'instruction qu'auront reçu ce milliard d'enfants et de jeunes. Les études d'ACPF sur l'état actuel de la nutrition de l'enfant et de la qualité de l'éducation signalent qu'une très grave crise du développement humain se déroulera si des politiques radicales et apportant des changements majeurs ne sont pas mises en place. Ceci implique donc que l'État doit davantage s'engager afin d'offrir une plus grande visibilité à l'enjeu que représente l'éradication de la faim chez les enfants.
- Surtout, l'éradication de la faim chez les enfants et le droit des enfants à l'alimentation doivent impérativement être consolidés dans les Constitutions et autres instruments juridiques.

Adopter une politique économique et budgétaire favorable aux enfants et aux pauvres

- Les enfants doivent être prioritaires dans la conception des politiques économiques, tout particulièrement des politiques budgétaires. Le mérite de ces dernières doit recouper la question de savoir si oui ou non, et dans quelle mesure, les gouvernements font leur maximum pour subvenir aux besoins des enfants et des jeunes en termes de bien-être physique, de santé et d'éducation.
- Ceci signifie aussi qu'il faut adopter des politiques en faveur des pauvres et investir dans les secteurs et dans les communautés où vivent les populations pauvres, en particulier dans les zones rurales. Les États doivent s'engager à allouer au moins 10 % de leurs dépenses publiques annuelles à l'agriculture, conformément à l'engagement pris lors de l'adoption du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine.

Adopter une politique d'accès universel à l'alimentation pour tous les enfants

- Les enfants ne doivent pas souffrir de la faim. C'est un impératif moral et de développement. De même que le principe de l'accès universel à l'éducation et, dans certains pays, de l'accès universel à la santé est aujourd'hui accepté comme faisant partie intégrante du contrat social, les États africains doivent s'engager à ce qu'aucun enfant n'ait faim et donc à mettre en place le principe de l'accès universel à une alimentation minimum acceptable pour tous les enfants.
- Ceci doit être complété par une politique d'aides sociales ciblant les populations pauvres et vulnérables, en particulier les femmes.

Élaborer des politiques adaptées et centrées sur la nutrition ciblant la petite enfance et les mères

- Les politiques en matière de nutrition doivent porter en priorité sur les 1000 premiers jours à compter de la conception et jusqu'aux deux premières années de la vie de l'enfant, et sur les mères.
- La mise en œuvre de programmes de changement de comportement nutritionnel entraîne des résultats positifs sur le bien-être de l'enfant.

Instituer des programmes d'alimentation à l'école

- Les écoles peuvent se révéler efficaces comme moyens de garantir qu'aucun enfant ne soit touché par la faim. Bien que cela puisse être complexe, les États doivent adopter au niveau local ou bien au niveau de chaque communauté des programmes d'alimentation à l'école impliquant les parents et les communautés locales.

Combler le déficit existant entre la rhétorique et l'action

- L'un des problèmes les plus graves et récurrents dans ce domaine consiste dans l'écart entre les engagements politiques et la pratique. Ici, comme dans d'autres domaines sociaux et développementaux, les États doivent accorder une attention toute particulière à l'amélioration de la coordination des politiques et au renforcement des capacités en matière de mise en œuvre. Ces améliorations sont particulièrement importantes dans la prévention et dans la réponse à apporter aux vulnérabilités climatiques et aux conflits.

Créer un mécanisme de suivi régulier et de redevabilité

- Les États doivent créer un mécanisme de suivi statistique de leurs performances en matière d'éradication de la faim chez les enfants.
- Les connaissances ou statistiques sont à la base de toute action efficace. Les États doivent promouvoir l'élaboration de politiques fondées sur des faits probants et garantir que les données de suivi alimentent l'action politique et programmatique.

1. La faim chez les enfants en Afrique : persistante et en expansion

La faim est l'un des plus pressants casse-têtes politiques, économiques, moraux et existentiels que connaît l'Afrique aujourd'hui. Dans le monde, plus de 821 millions de personnes souffrent de la faim.[1]

Environ 59 millions d'enfants sont atteints de retard de croissance et 14 millions sont émaciés en Afrique, ce qui indique l'ampleur gigantesque et la gravité de la faim chez les enfants sur le continent.

D'après la FAO, malgré des progrès continus et importants dans le monde en matière de réduction de la faim, les progrès restent lents en Afrique par rapport aux autres régions (voir Figure 1).

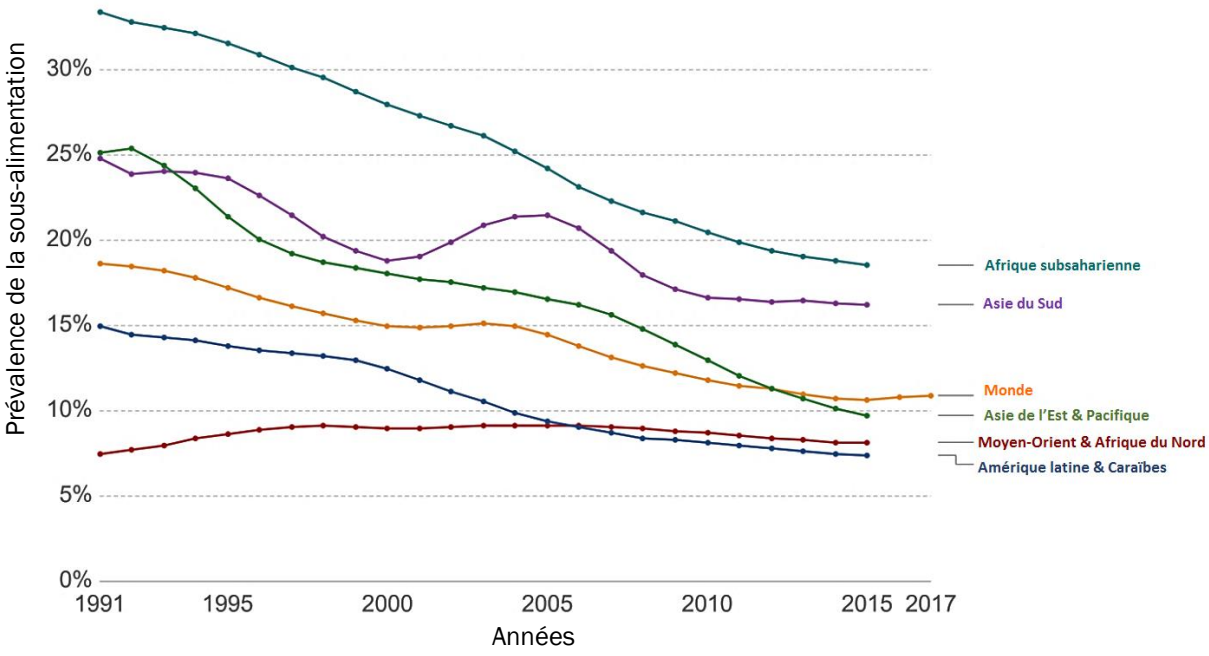
La faim chez les enfants : De quoi parlons-nous ?

La faim chez les enfants renvoie à une privation de nourriture allant de l'absence complète de nourriture – famine – à la malnutrition résultant d'une quantité ou d'une qualité insuffisantes de l'alimentation et des nutriments essentiels, ou d'une combinaison de ces éléments.

La faim chez les enfants renvoie également aux carences en micronutriments (vitamines et minéraux) qui apparaissent lorsque la qualité de l'alimentation ingérée ne permet pas de répondre aux besoins nutritifs. Ces carences, aussi décrites comme une faim non apparente, entravent la croissance et le développement cognitif et affectent les fonctions cellulaires vitales.

La faim chez les enfants est une violation du droit fondamental des enfants à l'alimentation. L'obligation des États de garantir aux enfants un accès à une alimentation adéquate est bien articulée dans les divers instruments internationaux et régionaux des droits de l'homme.

Figure 1 : Tendances de la part des personnes sous-alimentées par région

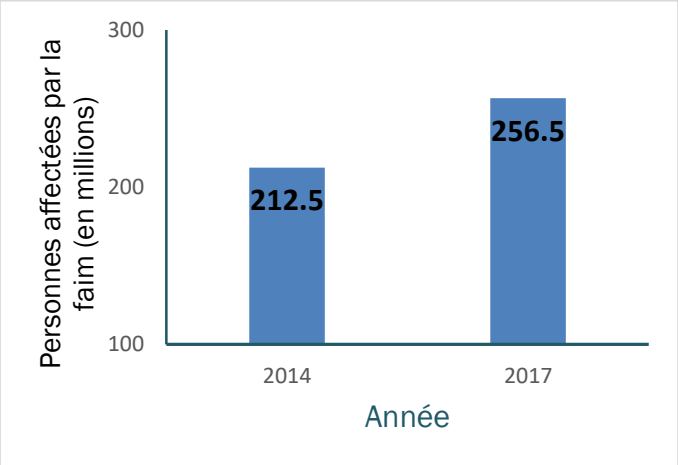


Source : Basé sur des données de la FAO, 2019

Le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté ; il est passé de 212,5 millions de personnes en 2014 à 256,5 millions en 2017. En 2018, plus de 20 % de la population du continent était sous-alimentée (voir Figure 2).

Étant donné la rapide croissance démographique de l'Afrique, la baisse de la PSN cache une tendance à la hausse en chiffres absolus qui s'est accélérée ces trois dernières années.[2]

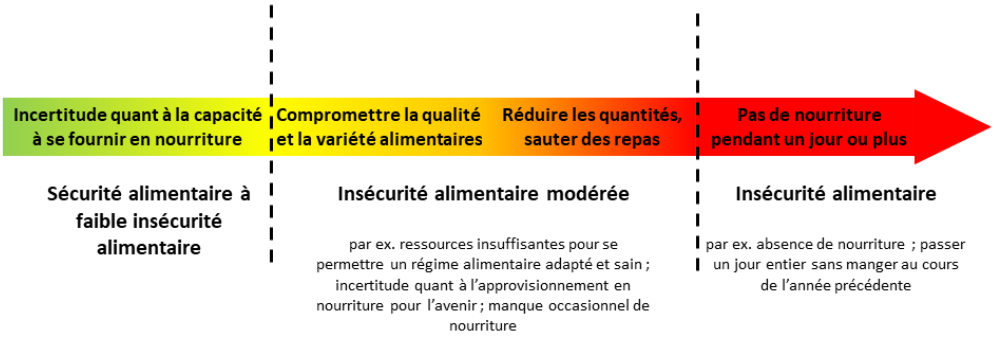
Figure 2 : Augmentation du nombre de personnes sous-alimentées entre 2014 et 2017



Sources : FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS 2018

Récemment développée, l'Échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (FIES) (Figure 3),[3] qui collecte des données directement à partir d'échantillons de personnes ou de ménages représentatifs, montre qu'un Africain sur trois souffre de la faim pendant un jour ou davantage (insécurité alimentaire grave) par an (voir Figure 4).

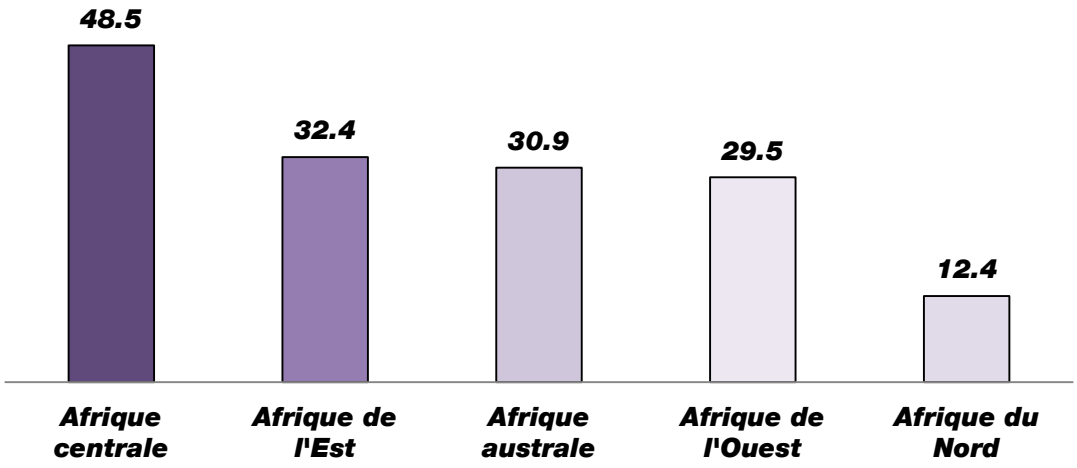
Figure 3 : Niveau d'insécurité alimentaire mesuré par l'Échelle de mesure de l'insécurité alimentaire (FIES)



Source : figure adaptée de la FAO~~OMS~~ (2017)

Entre 2014 et 2017, c'est en Afrique centrale que la prévalence de la faim a été la plus élevée, avec une moitié de la population confrontée à une grave insécurité alimentaire, suivie de l'Afrique de l'Est, avec un chiffre supérieur à 32 %.

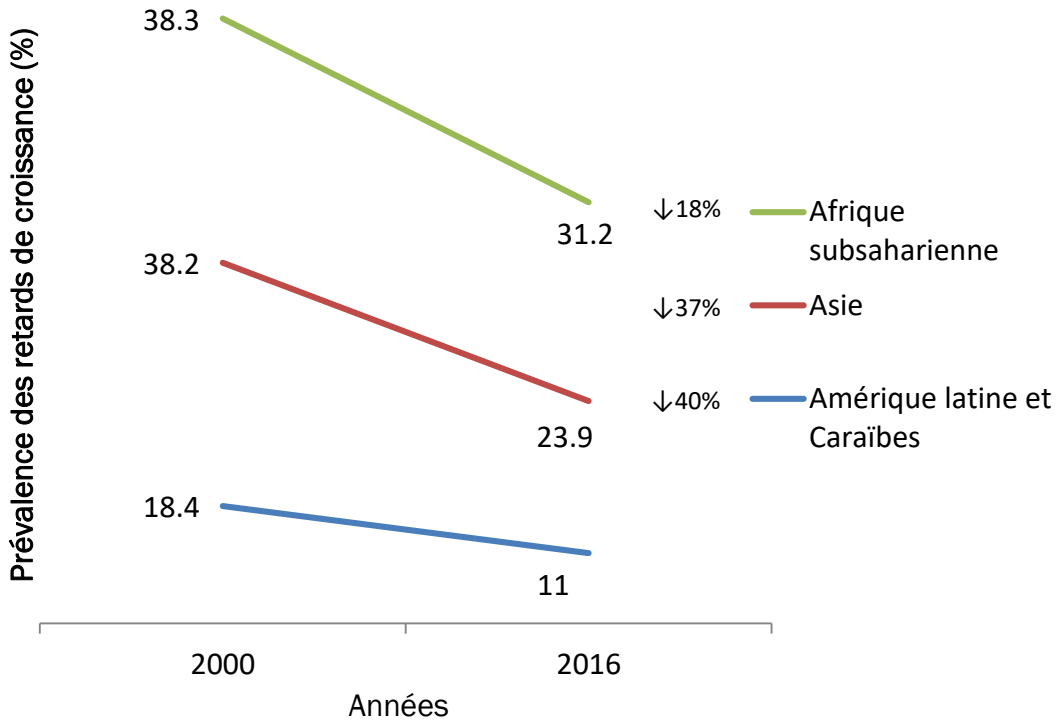
Figure 4 : Prévalence actuelle de la faim et de l'insécurité alimentaire grave par sous-région



Source : Basé sur des données DHS

Les indicateurs de sous-nutrition (ou dénutrition) tels que les retards de croissance ou l'émaciation sont aussi des marqueurs importants de la faim chez les enfants. Au niveau mondial, le retard de croissance chez l'enfant a beaucoup baissé entre 2000 et 2016 (voir Figure 5). En Afrique, la baisse est bien moins importante que dans les autres régions. Alors que la prévalence a baissé de 37% en Asie et de 40% en Amérique latine et Caraïbes, elle n'a baissé que de 18% en Afrique. Un enfant africain sur trois est encore atteint de retard de croissance.

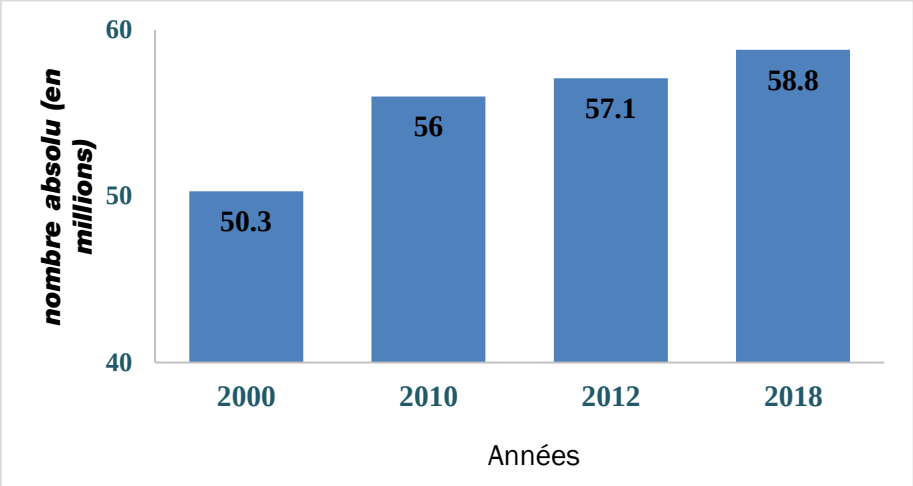
Figure 5 : Taux de réduction des retards de croissance chez les enfants entre 2000 et 2016 par région



Source : représentation par les auteurs de données présentées dans *La Sécurité alimentaire et la nutrition dans le monde* 2018.[4]

Bien que l'on observe une baisse du pourcentage de retard de croissance, de 38 % en 2000 à 31 % en 2018, le nombre d'enfants atteints de retard de croissance a en fait augmenté en termes absolus, passant de 50 millions en 2000 à 59 millions en 2018 (voir Figure 6).

Figure 6 : Augmentation du nombre absolu d'enfants souffrant de retard de croissance entre 2000 et 2018

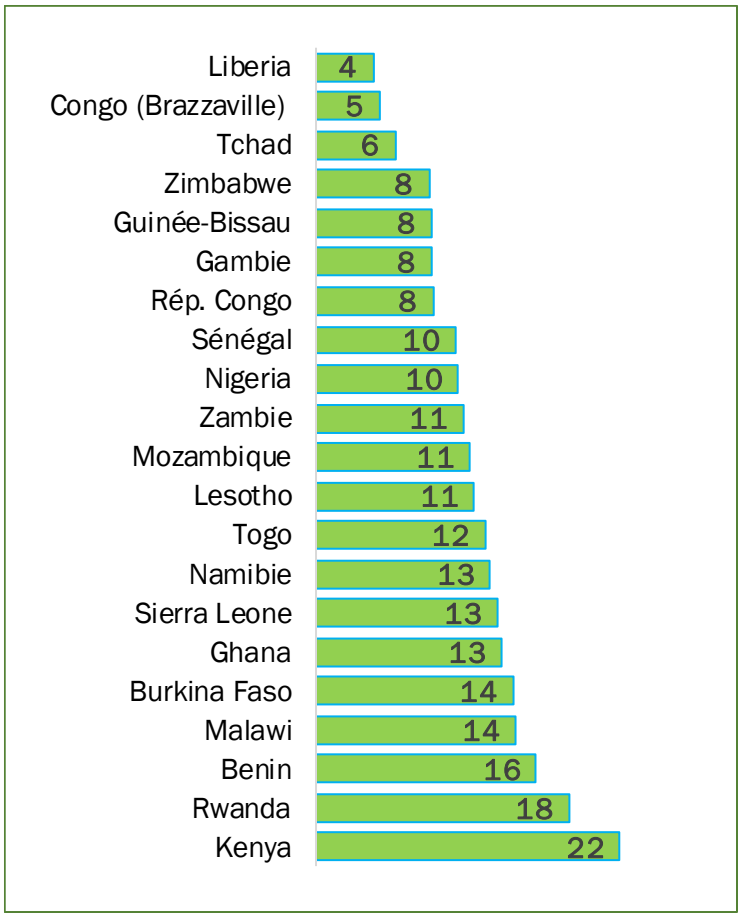


Source : Basé sur des données de l'UNICEF, de l'OMS et de la Banque mondiale – *Estimations conjointes sur la malnutrition infantile* 2019. [5]

L'émaciation constitue un autre indicateur important de la faim chez l'enfant. Plus de 10 % des décès d'enfants dans le monde sont dus à l'émaciation.[6]

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a établi un « régime alimentaire minimum acceptable (MAD) » qui sert de norme pour jauger les pratiques d'alimentation des enfants. Le MAD montre si les enfants âgés de 6 à 23 mois consomment suffisamment en quantité et en diversité, dans un intervalle de temps requis. D'après cet indicateur de régime alimentaire minimum acceptable, la proportion d'enfants en Afrique qui reçoivent un MAD est de seulement 9 %. Elle est plus faible encore dans des pays tels que Liberia, le Congo et le Tchad (voir Figure 7).

Figure 7 : Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant une alimentation minimum acceptable dans quelques pays choisis



Source : ACPF 2018

Comme le montre la Figure 7, la proportion d'enfants qui satisfont à la norme minimale acceptable en termes de qualité, de quantité et de fréquence des repas est extrêmement faible, malgré une augmentation globale de la production alimentaire. De plus, seuls deux enfants sur cinq bénéficient d'une fréquence minimale des repas ; environ un enfant sur cinq bénéficie d'une diversité alimentaire minimale ; et moins d'un enfant sur dix satisfait aux critères du régime alimentaire minimum acceptable.

L'Indice de la faim dans le monde (IFM) a été élaboré afin de saisir les divers aspects de la faim en se concentrant sur quatre indicateurs clés : la PSN, le retard de croissance chez l'enfant, l'émaciation chez l'enfant et la mortalité infantile. L'Indice donne des scores à ces indicateurs de 0 (aucune faim) à 100 (la faim la plus extrême). Entre 0 et 100, il existe

cinq catégories : extrêmement alarmant (≥ 50), alarmant (35-50), grave (20-35), modéré (10-20) et faible (<10). L'analyse des scores de l'IFM entre 2000 et 2018 montre que seuls deux pays (l'Algérie et la Tunisie) entrent dans la catégorie « faible », et sept pays (Ghana, Gabon, Sénégal, Égypte, Afrique du Sud, Maurice et le Maroc) dans la catégorie « modérée » du score de l'IFM (voir Tableau 1). Tous les autres pays sont classés dans les catégories « extrêmement alarmant », « alarmant » ou « grave ».

Tableau 1 : Pays africains ayant obtenu les scores les plus élevés et les plus faibles de l'Indice de la faim dans le monde, 2018

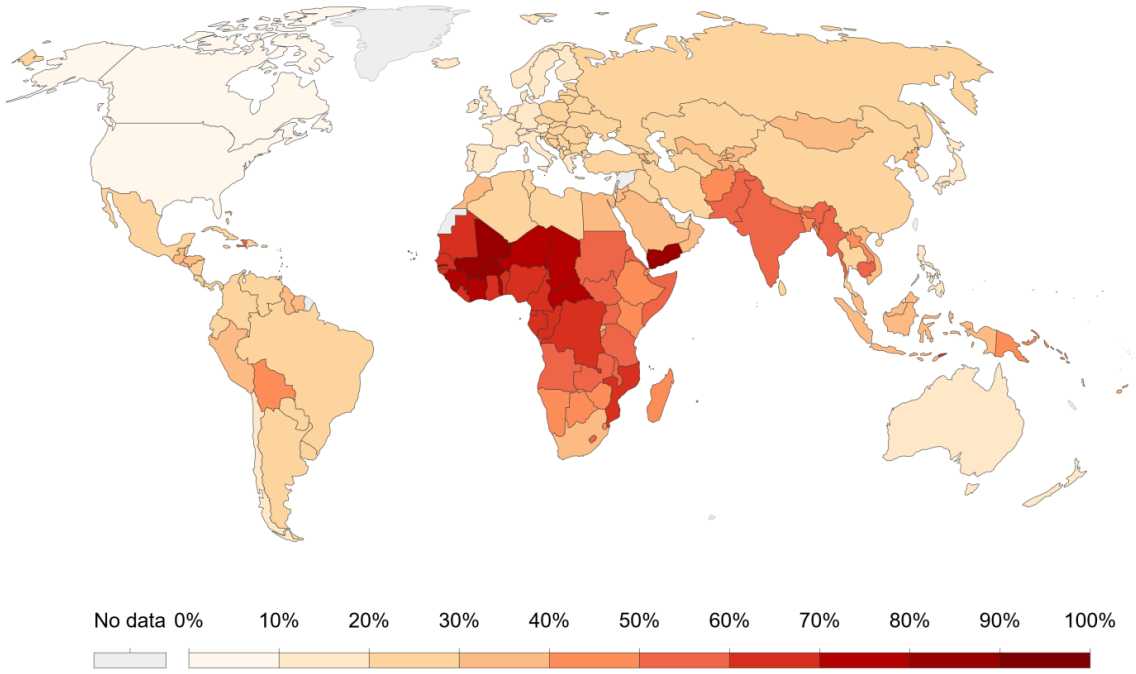
Pays	Scores de l'IFM_2018	Gravité selon l'IFM_2018
République centrafricaine	53.7	Extrêmement alarmant
Tchad	45.4	Alarmant
Madagascar	38.0	Alarmant
Zambie	37.6	Alarmant
Ghana	15.2	Modéré
Gabon	15.4	Modéré
Sénégal	17.2	Modéré
Égypte	14.8	Modéré
Afrique du Sud	14.5	Modéré
Maurice	11.0	Modéré
Maroc	10.4	Modéré
Algérie	9.4	Faible
Tunisie	7.9	Faible

Source : Indice de la faim dans le monde 2018 [7]

Il y a un aspect important de la faim qui n'est pas reflété par les diverses mesures ; c'est la faim non apparente. Il s'agit de carences en micronutriments tels que les vitamines et minéraux. Les femmes et les enfants sont plus particulièrement touchés par cette faim non apparente.[8] On estime qu'un tiers des décès d'enfants attribués à la sous-nutrition sont liés à cette faim non apparente.[9]

En l'absence d'indicateur détaillé, la faim non apparente est souvent mesurée par le biais d'un indicateur indirect, l'anémie[10]. La plupart des pays africains ont aussi un taux d'anémie alarmant, dépassant parfois les 50 % chez les enfants en âge préscolaire (voir Figure 8).

Figure 8 : Répartition géographique de l'anémie chez les enfants en âge préscolaire, 2016



Source : Banque mondiale 2018

Examinées dans leur ensemble, toutes les mesures évoquées plus haut indiquent que la faim chez les enfants atteint des niveaux inacceptablement élevés malgré des progrès modérés réalisés ces dix dernières années. Le changement reste lent et inégal.

Comme indiqué par ACPF dans son ***Rapport africain sur le bien-être de l'enfant 2018***, l'Afrique est en effet au bord d'une grave crise de développement humain, principalement en raison des niveaux élevés de sous-nutrition d'une part, et d'une immense population d'enfants et de jeunes qui devrait atteindre le milliard d'individus d'ici 2050 d'autre part. Si aucune mesure radicale et transformatrice n'est prise pour investir massivement dans les enfants et dans la jeunesse, l'Afrique ne pourra pas devenir un continent où chacun pourra vivre et s'épanouir pleinement.

2. La faim chez les enfants : Le coût

L'absence d'investissement dans la réduction de la faim chez les enfants coûte très cher : toutes les trois secondes, un enfant meurt de faim dans le monde, ce qui représente 10 000 enfants par jour. Environ 45 % des décès d'enfants en Afrique sont imputables à la faim. On estime aussi qu'un tiers des décès d'enfants sont liés à des carences en micronutriments, ce qu'on appelle aussi la faim non apparente.[11] De même, plus de 10 % des décès d'enfants dans le monde sont imputables à l'émaciation.[12]

Tableau 2 : Mortalités infantiles associées à la sous-nutrition, estimations de 2014

Pays	% du total des mortalités infantiles associées à la sous-nutrition
Éthiopie	28
Ouganda	15
Égypte	11

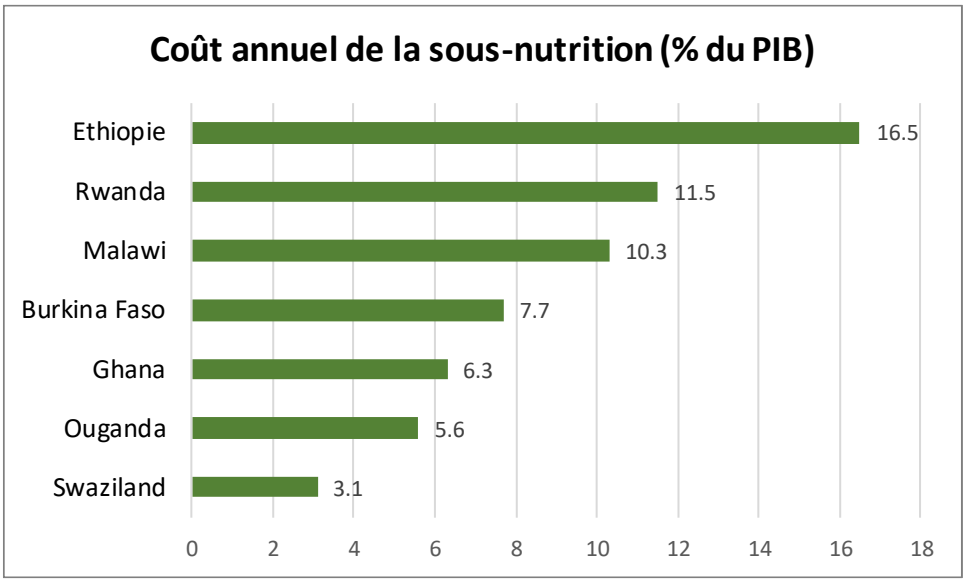
Source : AU et al. (2014).[13]

La faim n'est pas seulement une cause majeure de mortalité infantile ; c'est surtout un facteur qui contribue massivement au fardeau des maladies chez les enfants. La sous-nutrition représente un coût en matière de santé allant de 1 à 11 % du budget public total alloué à la santé.[14] Au-delà de ses effets immédiats, la faim chez les enfants a des effets néfastes à long terme sur le développement physique, émotionnel et intellectuel des enfants, sur leur vie et leurs revenus, et sur les performances économiques de leur pays. Durant la petite enfance, elle affecte la croissance physique des enfants, atténue la résistance aux maladies et diminue la taille et la structure de leur cerveau. Elle affecte aussi leurs performances cognitives et physiques – elle entrave l'éducation, la productivité et les revenus futurs des victimes de la faim.[15]

Les enfants souffrant de la faim et de retard de croissance réussissent moins bien à l'école et pâtissent d'une estime de soi dégradée. Une étude de 2014 a montré que le nombre d'années de scolarité achevées par un élève atteint de retard de croissance pouvait être inférieur de 1,2 année par rapport au nombre d'années de scolarité escomptées pour un élève n'ayant jamais souffert de sous-nutrition. Le taux de redoublement scolaire est plus élevé chez les enfants atteints de retard de croissance, de 2 à 4,9 % supplémentaires.[16]

Les enfants atteints de retard de croissance sont aussi moins productifs, gagnent moins et ont donc, à l'âge adulte, des revenus inférieurs à ceux de leurs pairs. Tout ceci a des répercussions directes sur les performances économiques d'un pays. On estime que la faim chez les enfants coûte aux pays africains jusqu'à 16,5 % de leur PIB (voir Figure 9).

Figure 9 : Coût annuel de la sous-nutrition en pourcentage du PIB

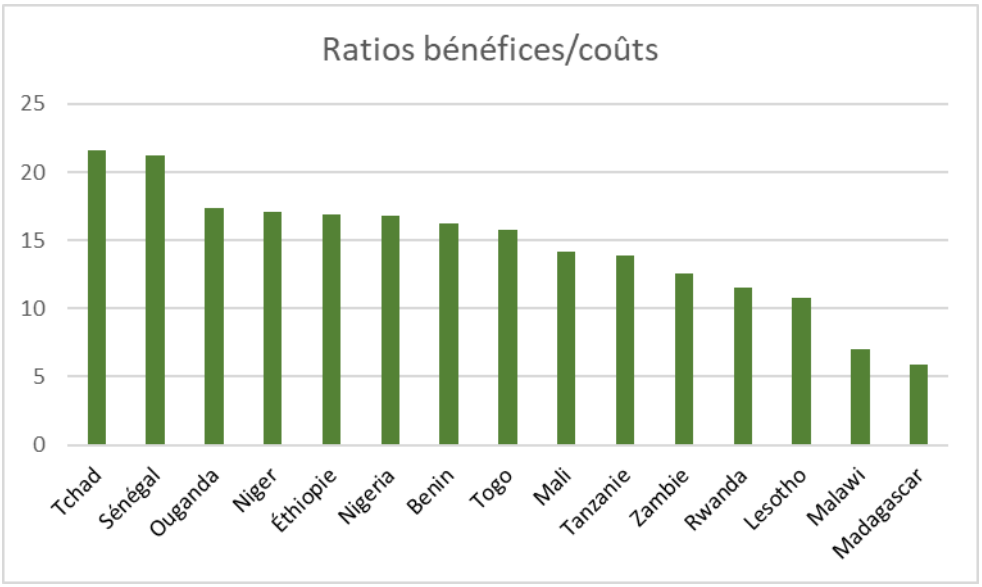


Source : Basé sur UA et al. 2014

On estime que le retard de croissance aurait, à lui seul, réduit le PIB actuel de l'Afrique par habitant de 10 %.

L'investissement dans la réduction de la faim chez les enfants s'accompagne d'immenses bénéfices économiques : Pour chaque dollar investi dans la réduction des retards de croissance, le retour sur investissement est d'environ 22 dollars au Tchad, 21 dollars au Sénégal et 17 au Niger et en Ouganda. Le taux de rentabilité est même supérieur lorsque cet investissement est fait tôt dans la vie de l'enfant. Pour chaque dollar dépensé dans la nutrition au début de la vie de l'enfant, on peut économiser 85 dollars au Nigeria, 80 au Soudan et 60 au Kenya.

Figure 10 : Ratios bénéfices/coûts associés à la réduction du retard de croissance dans quelques pays africains choisis



Source : Hoddinott (2016)

Chaque dollar dépensé dans la nutrition de la petite enfance au cours des 1000 premiers jours de la vie de l'enfant rapporte environ 45 dollars et, dans certains cas, jusqu'à 166 dollars.[17] De même, le fait de réduire de moitié la prévalence de la sous-nutrition d'ici 2025 par rapport à son niveau de 2009 peut permettre de réaliser des économies moyennes annuelles de 3 millions à 376 millions de dollars. Une autre étude couvrant 15 pays africains a montré que le fait de réaliser l'objectif de 2025 de l'Assemblée mondiale de la santé en matière de retard de croissance permettra de verser 83 milliards de dollars supplémentaires aux revenus nationaux des pays africains.[18]

La faim a aussi un coût dissimulé, à savoir le coût psycho-émotionnel. Souffrir de la faim est une expérience humiliante qui peut éventuellement diminuer le caractère sacré et la dignité de la personne humaine. Très souvent, la faim force ses victimes à recourir à d'autres expériences tout aussi avilissantes, tel que d'échanger des services sexuels contre de la nourriture ou d'être soumis au travail forcé et à des conditions de travail inhumaines pouvant s'apparenter à de l'esclavage.

Le fait de s'assurer que les enfants mangent à leur faim ne relève donc pas d'un simple impératif « d'aide sociale », mais constitue bien un droit humain et un investissement dans le bien-être de la population, dans la justice sociale et dans l'avenir économique d'un pays.

3. La faim chez les enfants : les causes

Il existe de nombreux facteurs à l'origine de la faim chez les enfants en Afrique. Les principaux facteurs sont les suivants :

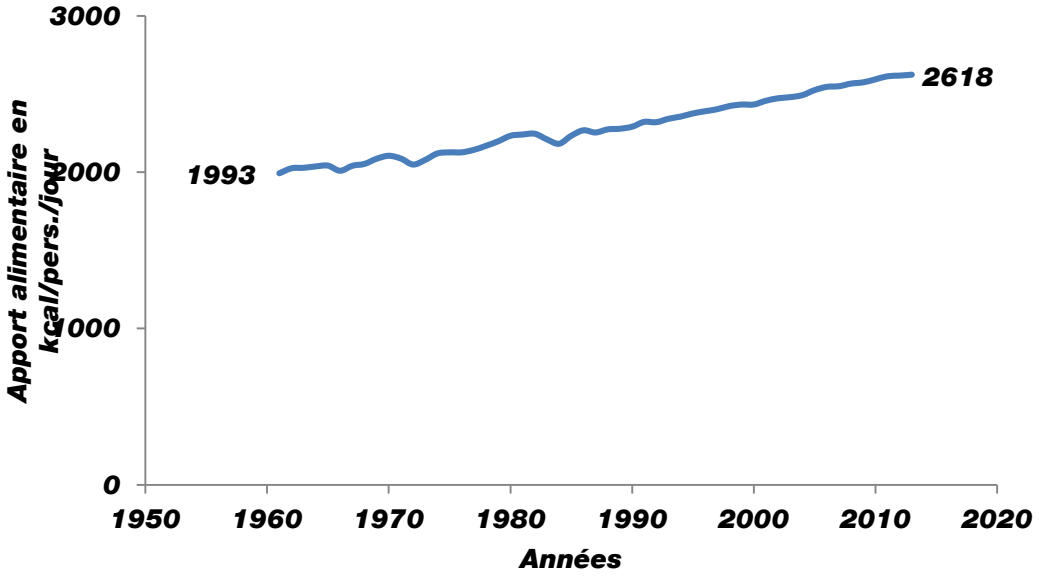
- La pauvreté de nos nations et de nos peuples
- L'incapacité de nos États à protéger le droit des enfants à une alimentation adaptée
- L'incapacité des politiques africaines de développement à parvenir à une croissance équitable
- La prédominance d'un système alimentaire déficient
- Les guerres, les conflits et les effets de la vulnérabilité climatique dans de grandes parties de l'Afrique.

Quelques mots sur certaines de ces causes importantes de la faim chez les enfants.

3.1 Un système alimentaire déficient

La production alimentaire de l'Afrique a considérablement augmenté ces 50 dernières années. Exprimé en calories par jour et par personne, l'apport alimentaire a augmenté, passant d'une consommation quotidienne moyenne inférieure à 2000 kilocalories par personne au début des années 1960 à environ 2600 kilocalories par personne en 2013 (voir Figure 11). Ces chiffres d'ensemble ne montrent pas, cependant, les disparités des consommations individuelles.

Figure 11 : Tendances de la production alimentaire en Afrique exprimée en kilocalories moyens par jour et par personne, 1961-2013



Source : Basé sur des statistiques de la FAO

Encadré 1 : Mesures indirectes de l'accès par les enfants aux normes minimales en termes de régime alimentaire et de qualité de l'alimentation

Fréquence minimale des repas (MMF) : défini comme le fait de recevoir de la nourriture solide ou semi-solide au moins deux fois par jour pour les nourrissons de 6 à 8 mois et au moins trois fois par jour pour les enfants de 9 à 23 mois.

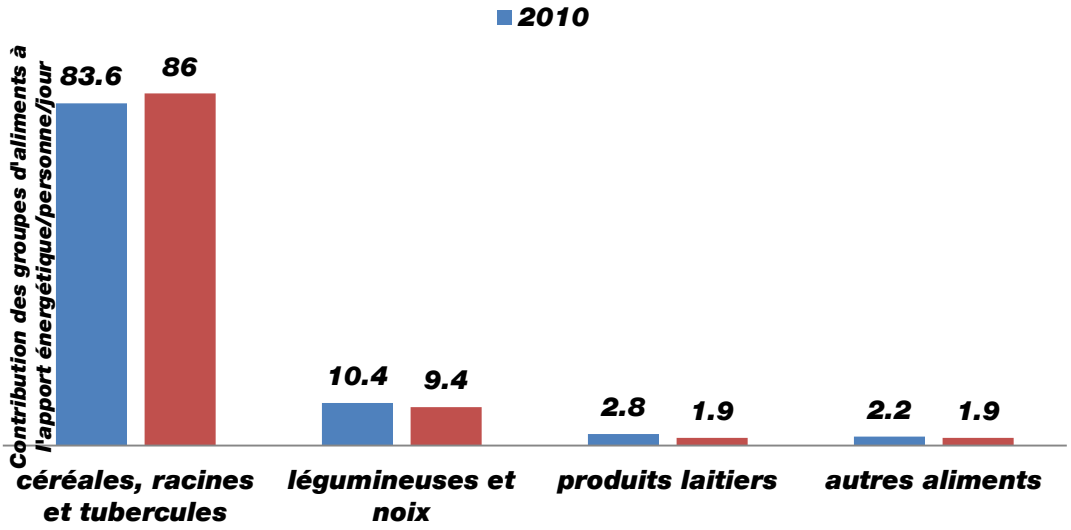
Diversité alimentaire minimale (MDD) : le régime alimentaire comprend au moins quatre des sept groupes d'aliments (lait maternisé, lait autre que provenant de l'allaitement, fromage ou yaourt ou autre produit laitier ; aliments à base de céréales, de racines et tubercules, y compris le porridge et aliments céréaliers enrichis pour bébé ; fruits et légumes riches en vitamine A (et huile de palme rouge) ; autres fruits et légumes ; œufs ; viande, volaille, poisson et crustacés (et abats) ; légumes et fruits à coque).

Régime alimentaire minimum acceptable (MAD) : enfants recevant une alimentation satisfaisante en termes de MDD et de MMF.

Le décalage entre l'accroissement de la production et l'accès des enfants à une alimentation minimum acceptable est dû en partie à la faible diversité des cultures et bien sûr à la méconnaissance des besoins nutritionnels. Les aliments riches en nutriments tels que les légumineuses, les fruits et les légumes sont généralement produits en quantité moindre que les cultures céréalières et sont donc largement inaccessibles et

inabordables. En Éthiopie, par exemple, entre 2010 et 2015, une part et un volume importants de l'augmentation de la production alimentaire proviennent des céréales.

Figure 12 : Composition des groupes d'aliments produits en Éthiopie



Source : Baye et al.

À l'inverse, il y a une grave pénurie d'aliments riches en nutriments tels que les fruits, les légumes et la viande – nécessaires à la prévention de la faim non apparente et à la promotion de la croissance de l'enfant (Figure 12).[19] Les connaissances en matière de nutrition et l'accès aux marchés sont des facteurs aussi importants que la quantité et la qualité de la production alimentaire.[20]

Garantir un régime alimentaire minimum acceptable pour tous suppose de rendre abordables et accessibles à tout moment des aliments riches en nutriments. Or, les prix de ces aliments riches, tels que les aliments à base de protéines animales, sont bien plus élevés en Afrique que dans les autres régions du monde.[21]

De plus, les prix déjà élevés des aliments riches en nutriments semblent augmenter plus rapidement que ceux de nos matières premières. Une étude récente évaluant le coût de

Le système alimentaire en Afrique est déficient – l'augmentation importante de la production alimentaire constatée ces dernières années n'entraîne pas une alimentation diversifiée ni abordable pour les enfants.

la diversité alimentaire minimale pour les femmes au Ghana et en Tanzanie a conclu que les prix des aliments riches en nutriments tels que les fruits augmentaient plus rapidement que les taux d'inflation nationaux, une tendance également signalée en Éthiopie et ailleurs.[22] Pour que l'Afrique s'attaque à la faim chez les enfants, il faut impérativement introduire des politiques visant à garantir que les aliments riches en nutriments sont produits de manière adéquate et qu'ils sont abordables pour toute la population.

3.2 Les inégalités

La faim chez les enfants en Afrique est causée en partie par des inégalités géographiques, entre monde rural et villes et entre les sexes. Examinées dans leur ensemble, les données régionales et nationales sont utiles pour constater les progrès mais elles masquent des disparités aux niveaux administratifs les plus bas et entre différents groupes de population, rendant ainsi difficile l'identification des groupes nécessitant des interventions.

Inégalités entre les sexes : Les filles, dans de nombreuses sociétés africaines, sont les dernières à manger et peuvent aussi se voir refuser une alimentation nutritive. On leur donne les restes habituellement après que tous les hommes de la famille ont mangé plus que de raison toute la nourriture qui se trouvait sur la table. Cela entraîne par conséquent les filles dans un cycle de malnutrition, et elles donnent naissance à des enfants atteints de malnutrition et en sous-poids, ayant des capacités cognitives et une productivité compromises, et ainsi le cycle se perpétue.

De même, d'après des estimations, 10 à 20 % des femmes enceintes dans les pays à faible revenu ont des carences en vitamine A. Or, il s'agit d'un micronutriment essentiel à la bonne croissance des cellules et à la formation du cœur, des poumons, des reins et des autres organes du bébé. Environ 110 millions de femmes en âge de procréer en Afrique souffrent d'anémie, ce qui augmente les risques de morbidité et de mortalité tant pour la mère que pour l'enfant, ainsi que les handicaps cognitifs potentiels de l'enfant.

Les filles qui ont accès à une alimentation correcte et suffisante ont plus de chances de réussir à l'école et dans leur communauté, et sont donc plus à même de gagner davantage d'argent [jusqu'à 20 % supplémentaires par rapport aux filles non scolarisées] ; elles sont aussi plus susceptibles de se marier plus tard, de retarder leurs grossesses et elles

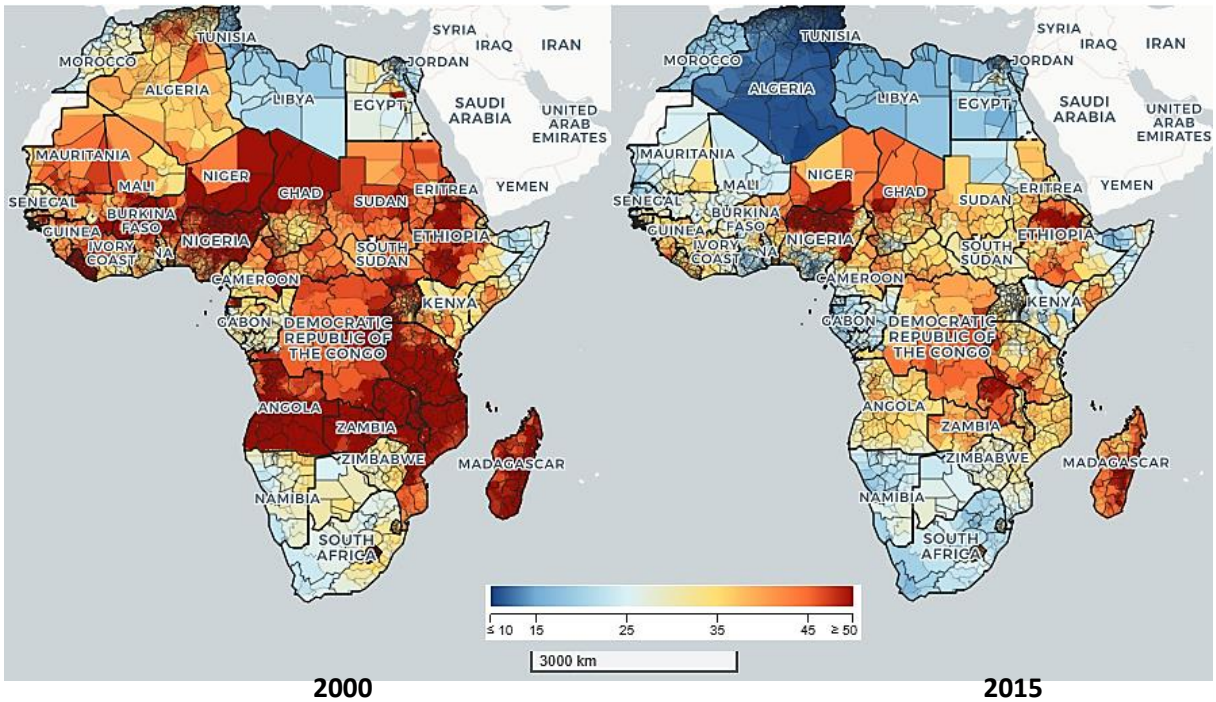
augmentent les chances de survie et de développement de leurs nouveau-nés. Des études montrent aussi que les mères instruites sont plus à même de s'assurer que leurs enfants sont vaccinés, bien nourris et instruits, et elles sont plus susceptibles d'avoir des revenus plus élevés pour aider à soutenir leur famille.

Dans ces circonstances, il est judicieux d'investir dans les femmes comme moyen de briser le cycle de la malnutrition. D'après la FAO, si les agricultrices avaient le même accès aux ressources que les hommes, le nombre de personnes victimes de la faim dans le monde serait réduit de 150 millions en raison des gains de productivité.

Dans le domaine de la faim, le fait de traiter la dimension égalité hommes-femmes a un effet multiplicateur.

Inégalités entre zones rurales et urbaines : Il existe des variations entre le monde rural et les villes dans la prévalence de la faim et de la malnutrition chez les enfants. La Figure 13 montre des estimations de retard de croissance chez les enfants dans des zones de 5 km^2 en se fondant sur des données existantes. La carte de gauche montre la répartition des retards de croissance en 2000, ce qui permet de comparer avec les données de 2015, sur la carte de droite, qui indique une remarquable réduction partout en Afrique. Cependant, ces cartes révèlent aussi une absence de progrès dans certaines zones spécifiques comprenant le nord de la Zambie, Madagascar, le Burundi, le nord du Nigeria, le sud du Niger, une partie du Tchad et le nord de l'Éthiopie. De plus, on observe des différences frappantes au sein d'un même pays, tel que le Nigeria, où les variations des taux de retard de croissances entre régions vont de moins de 10 %, dans certaines parties du pays, à plus de 50 % dans d'autres régions. Il est crucial de comprendre ce qui cause ces inégalités géographiques pour concevoir des interventions adaptées et réduire grandement la prévalence des retards de croissance.

Figure 13 : Variations régionales et nationales dans la répartition des retards de croissance en 2000 et en 2015

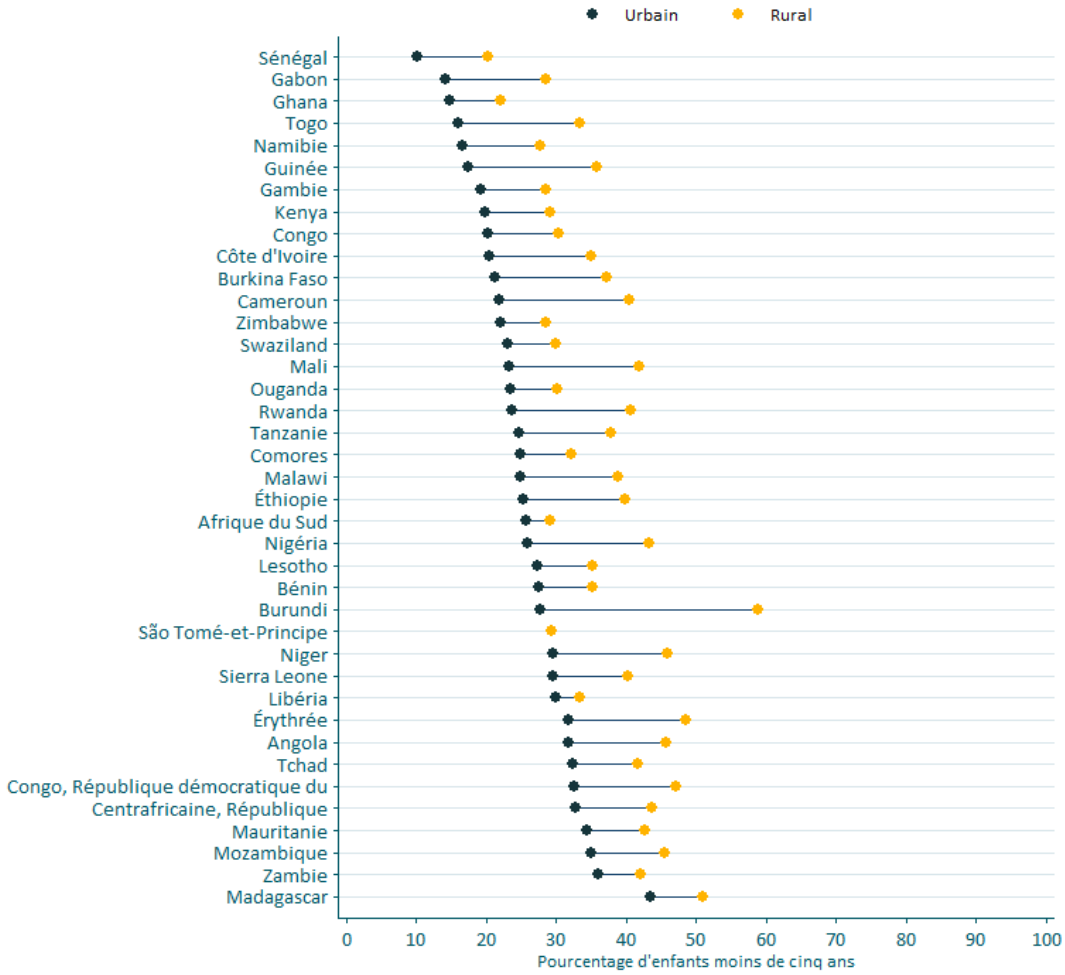


2000 **2015**

Source: : figure adaptée de :https://vizhub.healthdata.org/lbd/cgf

Il existe de nombreuses raisons aux disparités géographiques en ce qui concerne la faim chez les enfants. Celles-ci comprennent des différences dans les conditions environnementales ; le fait que la région en question soit pacifique et stable ou non ; l'étendue du développement des infrastructures ; et les différences de niveau de développement économique. La Figure 14 établit que la prévalence du retard de croissance est plus élevée en zones rurales qu'en zones urbaines dans presque tous les pays africains. Au Burundi, par exemple, la prévalence du retard de croissance dans le monde rural est quasi deux fois supérieure à celle des zones urbaines. Dans de nombreuses parties du continent, les populations rurales vulnérables et marginalisées restent piégées dans le cercle vicieux de la pauvreté, de la mauvaise santé et du désespoir qu'entraînent le manque d'infrastructures, les faibles revenus, les inégalités entre les sexes et l'accès limité au services éducatifs et sanitaires.

Figure 14 : Prévalence du retard de croissance en fonction du lieu de résidence, en zone rurale ou urbaine, 2017



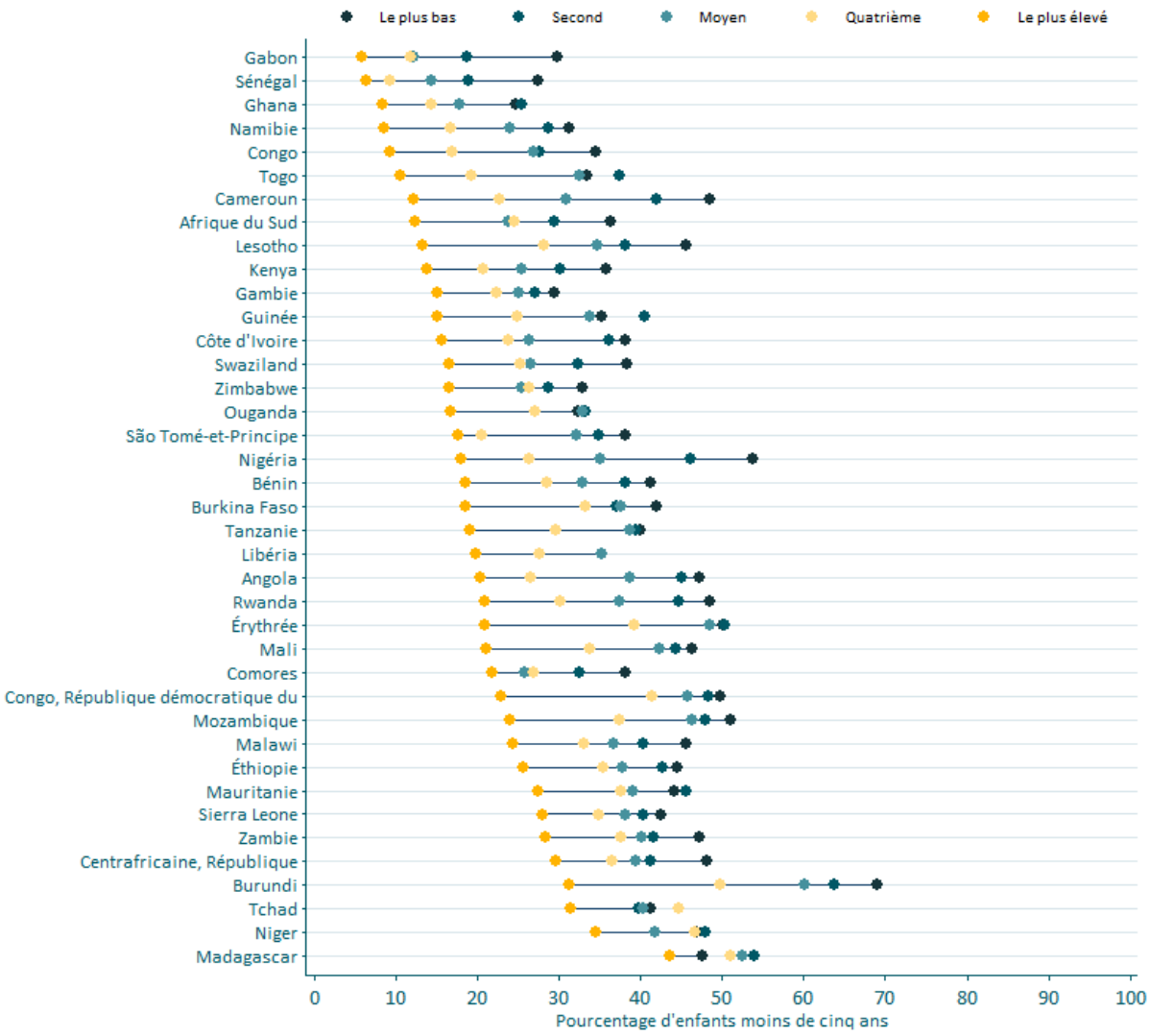
Source : Basé sur des données DHS

Inégalités de revenus : L'accès à l'alimentation résulte en premier lieu de la pauvreté et des inégalités de revenus. En 2015, on estimait à 41 % de la population totale la part des personnes vivant dans l'extrême pauvreté en Afrique subsaharienne. La pauvreté est particulièrement grave chez les enfants. En 2013, on estimait à 49 % de la population totale d'enfants la part des enfants vivant dans la pauvreté extrême en Afrique subsaharienne, dont la plupart sont susceptibles de souffrir de la faim ou d'une alimentation insuffisante.

Outre la pauvreté, les inégalités de revenus sont aussi une cause de la faim chez les enfants. Dans la plupart des pays africains, on observe des différences frappantes en matière de retard de croissance en fonction des niveaux de revenus des ménages : les

enfants qui vivent dans des familles relativement plus riches sont moins susceptibles d'être atteints de retards de croissance. Il y a une différence frappante en matière de retard de croissance entre les enfants des ménages les plus pauvres et ceux des ménages les plus riches, comme par exemple au Burundi, au Cameroun, au Nigeria et au Lesotho (voir Figure 15).

Figure 15 : Prévalence des retards de croissance par quintile de richesse, 2017



Source : Basé sur des données DHS

Les enfants issus de familles pauvres et ceux qui vivent en zone rurale sont les plus touchés par la faim.

3.3 Une croissance économique non-inclusive

Théoriquement, la croissance économique devrait bénéficier directement ou indirectement aux groupes vulnérables, notamment aux enfants, par le biais d'un meilleur accès à l'alimentation, à la nutrition et à d'autres services de base. Pourtant, la croissance économique de l'Afrique n'a pas entraîné de réduction proportionnelle de la faim chez les enfants. L'analyse de 121 études démographiques et sanitaires (DHS) menées dans 36 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire étaye cette argument.[23] Bien qu'importante, la croissance économique ne suffit pas à éliminer la faim chez les enfants. Elle doit s'accompagner de politiques nutritionnelles et d'interventions visant à éliminer la faim.

Encadré 2 : Croissance économiques et changements associés en termes de retard de croissance

Une hausse annuelle moyenne de 2 % du PIB par habitant (en dollars de 2011) correspond à :

- 4 % de réduction des retards de croissance (2000-2017) en Algérie
- Environ 2,5 % d'augmentation des retards de croissance au Kenya
- Moins de 0,5 % de baisse de ces retards en RDC.

De même, une augmentation annuelle moyenne de 4 % du PIB correspond à :

- 3 % de réduction annuelle du retard de croissance au Ghana, mais aucun changement au Nigeria.

Source : Banque mondiale

3.4 Changement climatique, migrations et conflits

Les évènements météorologiques extrêmes, les migrations et les conflits augmentent en fréquence et en intensité dans plusieurs pays africains.[24] L'impact du changement climatique sur la faim est bien établi et bien documenté. L'exemple du récent phénomène El Niño qui a sévi en Afrique de l'Est et en Afrique australe est détaillé dans l'Encadré 3. Les conditions météorologiques extrêmes se manifestent par des sécheresses ou des inondations, qui abîment la production vivrière et déciment le bétail. Elles limitent la disponibilité et l'accessibilité de la nourriture et sont à l'origine des hausses de prix des denrées alimentaires, des migrations, des troubles civils et des conflits, qui perpétuent la famine, la sous-nutrition et la faim.[25] Les caractère inadapté des réponses qu'apportent les États exacerbe également ces problèmes.

Encadré 3 : Le phénomène El Niño et ses répercussions sur les enfants

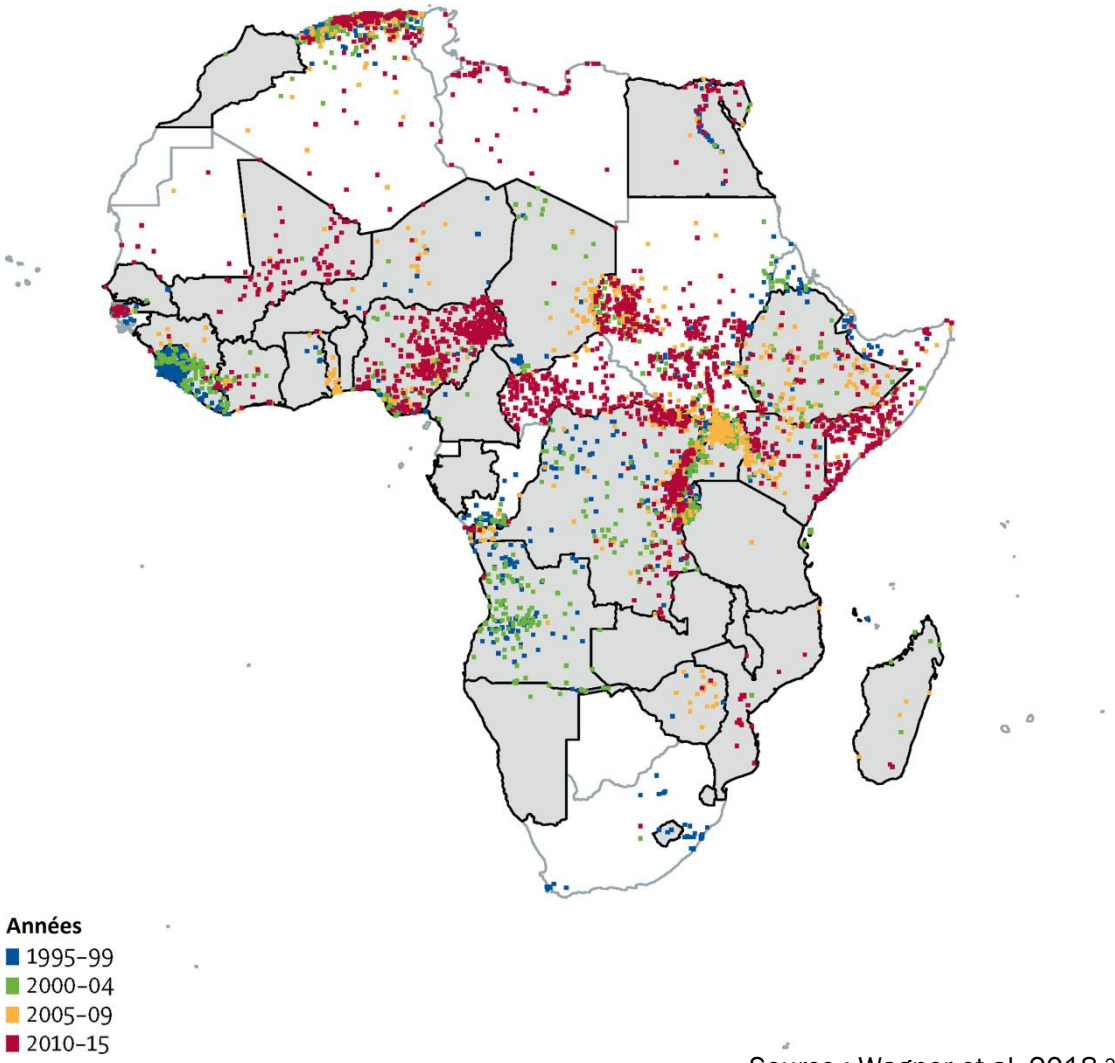
El Niño est lié au réchauffement de la température de surface de l'eau dans la zone tropicale du Pacifique. Ce phénomène naturel se produit tous les deux à sept ans et dure 6 à 24 mois. Il entraîne souvent une baisse des précipitations et des sécheresses – bien que, à l'inverse, il puisse aussi être porteur de précipitations intenses et d'inondations.

Le phénomène El Niño de 2015-2016 a été l'un des plus forts de ces 100 dernières années et il a entraîné des conditions record dans de nombreux pays tropicaux et subtropicaux. Les pays les plus affectés comptaient notamment : l'Angola, l'Éthiopie, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, le Mozambique, la Somalie, l'Afrique du Sud, l'Eswatini (Swaziland) et le Zimbabwe.

Le phénomène El Niño de 2015-2016 a eu des effets dévastateurs sur les céréales et le bétail. Il a gravement nui aux moyens de subsistance des exploitants et de leur famille et a menacé la sécurité alimentaire et la nutrition des communautés affectées. Pour l'Éthiopie uniquement, plus de 10 millions de personnes ont dû recourir à l'aide en 2016. La même année, la sécheresse a frappé les régions du Puntland et du Somaliland, laissant 4,7 millions de personnes face à l'insécurité alimentaire, tandis que l'Eswatini, le Lesotho, le Malawi et le Zimbabwe déclaraient des urgences sécheresses. En Afrique australe, environ 39,7 millions de personnes ont subi l'insécurité alimentaire au moment du pic de la saison difficile de 2016-2017. Bien qu'El Niño ait pris fin en 2016, il continue à affecter les conditions météorologiques et ses conséquences se font encore ressentir.

La faim peut frapper durement durant les périodes de conflit. Dans ces moments, les communautés sont souvent confrontées à une menace supplémentaire et spéciale pour leurs moyens de subsistance et leur capacité à se nourrir. Sans surprise, donc, les pays les plus affectés par les conflits armés et par la violence sont aussi ceux qui ont les taux les plus élevés de faim chez les enfants (Figure 16). On estime que la part des enfants sous-alimentés est deux à trois fois plus élevée dans les zones de conflit prolongé que dans les endroits pacifiques.[26] Environ 75 % des enfants de moins de cinq ans atteints de retard de croissance vivent dans des pays touchés par des conflits armés. Ce lien fort qui existe entre faim chez les enfants et conflits a récemment été reconnu par le Conseil de sécurité de l'ONU (Résolution 2417).[27]

Figure 16 : Répartition géographique des conflits armés en Afrique, 1995-2015



Source : Wagner et al. 2018 [28]

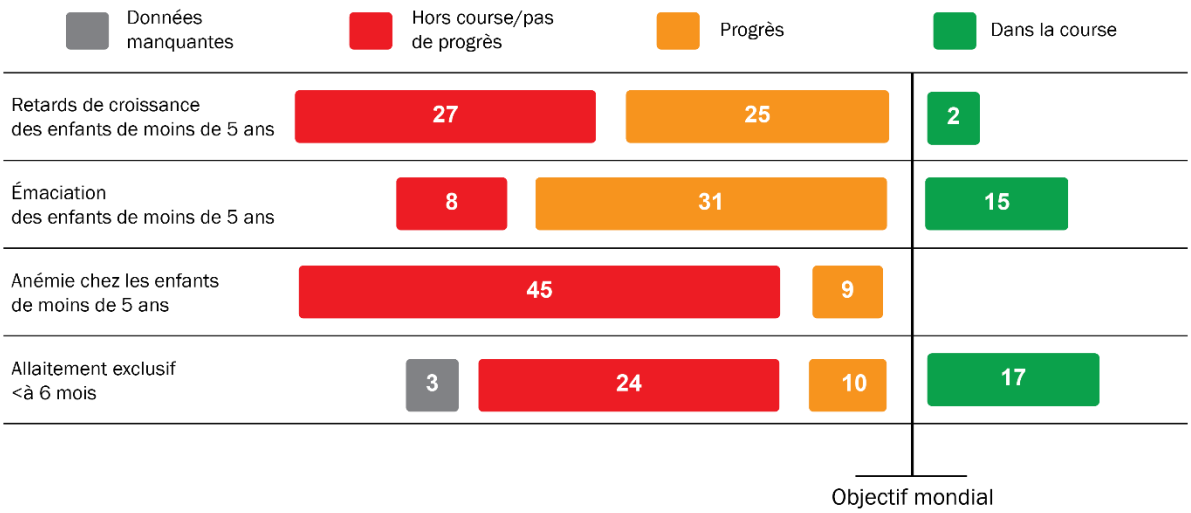
4. La faim chez les enfants : Réponses politiques et enseignements

Ces quelques dernières années ont vu des progrès considérables dans l'élaboration des politiques visant à traiter la faim chez les enfants, surtout au niveau continental. En effet, cela a été démontré par l'adoption du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), de la Déclaration de Malabo sur la croissance et la transformation accélérées de l'Agriculture pour une prospérité partagée et de meilleures conditions de vie, de l'Agenda 2063 de l'UA : l'Afrique que nous voulons, de l'Agenda 2040 de l'UA pour les enfants, des ODD et de la Stratégie régionale africaine de nutrition (SRAN) 2015-2025. Ces documents politiques, avec leurs objectifs et aspirations distinct(e)s, constituent pour l'UA un cadre important pour soutenir et encourager les pays à éradiquer la faim chez les enfants.

La Stratégie régionale africaine de nutrition (SRAN) 2015-2025 [29] est un instrument politique important qui a été adopté par le Conseil exécutif de l'UA afin d'identifier des stratégies et interventions clés pour éliminer la faim en Afrique. Cette Stratégie reconnait le lien existant entre le bien-être de l'enfant et le statut nutritionnel de la mère au cours de la grossesse. Étant donné qu'une part importante (20 à 30 %) de l'émaciation et des retards de croissance se retrouvent déjà dans la grossesse, la stratégie souligne l'importance de la nutrition et de la santé maternelles pour la bonne santé et la bonne nutrition de l'enfant.[30] Plus important encore, la SRAN établit des objectifs à l'intention des États : réduire de 40 % le nombre d'enfants atteints de retard de croissance, de 30 % le nombre de poids faible à la naissance, et parvenir à moins de 5 % d'enfants atteints d'émaciation d'ici 2025.

Sur la base de ces objectifs, l'UA et la Banque africaine de développement (BAD) ont récemment lancé le Tableau de bord continental de suivi de la responsabilisation en matière de nutrition[31] afin de suivre les progrès réalisés par les pays en ce qui concerne les objectifs de sécurité nutritionnelle établis dans la SRAN et d'autres cadres. Les conclusions initiales du Tableau de bord indiquent que seuls deux pays sont dans la course pour atteindre les objectifs concernant le retard de croissance ; 15 pays pour atteindre les objectifs en matière d'émaciation ; et aucun pays pour atteindre les objectifs de réduction de l'anémie chez les moins de cinq ans. Plusieurs pays africains n'atteindront aucun des objectifs fixés par la SRAN.

Figure 17 : Progrès réalisés pour atteindre les objectifs de la Stratégie régionale africaine de nutrition et d'autres cadres en matière de faim chez les enfants



Source : Tableau de bord continental de suivi de la responsabilisation en matière de nutrition 2019[32]

Bonnes pratiques en matière de lutte contre la faim chez les enfants

L'expérience des pays qui ont fait des progrès considérables dans la lutte contre la faim chez les enfants montre que les pays qui ont fait des progrès visibles sont ceux qui ont mis en œuvre un mélange d'interventions efficaces spécifiques à la nutrition (telles que la promotion de l'allaitement exclusif et continu, l'amélioration de l'alimentation complémentaire, etc.) et d'interventions tenant compte de la nutrition (tels que des aides sociales, le développement de la petite enfance, etc.).[33] Nombre de ces pays partagent aussi des caractéristiques, parmi lesquelles :

- Un engagement politique clair et audacieux visant à éliminer la faim chez les enfants
- Davantage de responsabilisation des États envers les droits et le bien-être de l'enfant
- Des programmes de protection sociale favorables aux enfants.

1. Des engagements clairs et audacieux au plus haut niveau pour éliminer la faim chez les enfants

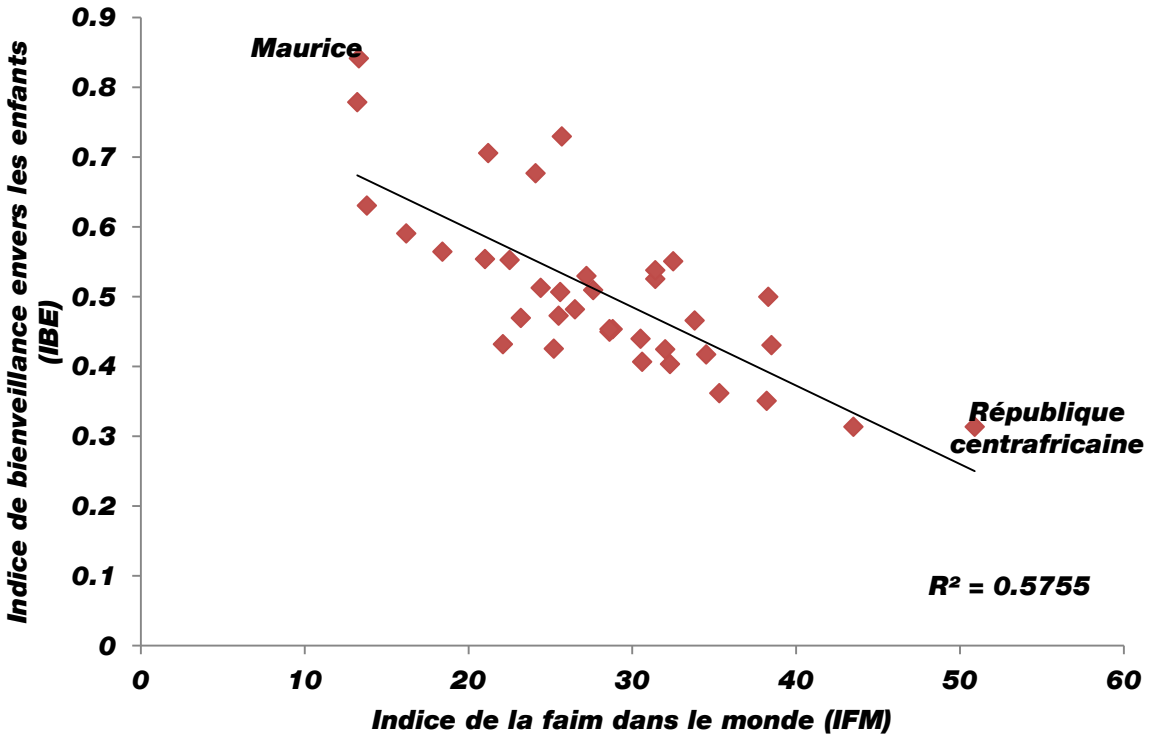
Des pays comme l'Angola et le Sénégal ont démontré leur engagement envers l'élimination de la faim en créant des structures et des institutions bien positionnées au sein de la hiérarchie étatique, proches du cœur de l'entité décisionnaire la plus haute au sein de l'État. Par exemple, l'Angola a créé en 2009 un Conseil national sur l'alimentation et la nutrition, directement relié au Cabinet du Président. Au Sénégal, une Cellule de lutte contre la malnutrition, responsable de la supervision et de l'évaluation des politiques en la matière, a été créée auprès du Cabinet du Premier ministre. D'autres pays, comme l'Éthiopie, ont démontré leur engagement politique en mettant sur pied une stratégie nationale dotée d'objectifs clairs et assortis de délais et un organe de coordination multisectoriel. L'Éthiopie a établi en 2008 un organe de coordination nationale de la nutrition, suivi de deux programmes nationaux détaillés de nutrition en 2013 et en 2016, et ce afin de mettre en œuvre la Déclaration de Sequota[34] – une déclaration visant à éliminer la sous-nutrition d'ici 2030. L'Éthiopie et le Sénégal ont également réussi à mettre en œuvre leurs programmes nationaux en matière de nutrition et ont rejoint le mouvement mondial « Scaling-up Nutrition » (SUN), un mouvement de pays qui s'engagent à investir et à améliorer la nutrition.

Ces structures et systèmes ont apporté une visibilité politique indispensable en matière d'alimentation et de nutrition et ils ont contribué à rationaliser les processus de prise de décisions qui sont nécessaires à la mise en œuvre des politiques et programmes nationaux. Ils dénotent également l'engagement clair et audacieux de ces pays et les efforts faits pour éliminer la faim.

2. Une plus grande redevabilité des États envers les droits et le bien-être des enfants

Les performances en matière de lutte contre la faim sont étroitement liées au niveau de redevabilité envers les droits et le bien-être de l'enfant. La Figure 18 montre une forte corrélation entre le degré de bienveillance d'un État envers les enfants et ses performances en matière de réduction de la faim. L'Indice de bienveillance envers les enfants (IBE) est un outil de mesure de l'engagement des États envers les enfants, ce qui se manifeste dans leurs efforts pour mettre en place des politiques, des budgets et des structures centré(e)s sur les enfants.

Figure 18 : Correspondance entre les scores de l'IBE 2018 et de l'IFM 2018



Source : ACPF, 2018

Les pays ayant obtenu un score d'IBE élevé par exemple ont également obtenu des scores relativement meilleures dans l'IFM. Ce qui ressort de cette analyse, c'est que plus un État se montre bienveillant envers ses enfants, plus il sera réactif et redevable en matière de lutte contre la faim chez les enfants et contre d'autres formes de privation.

3. Des programmes de protection sociale favorables aux enfants

La protection sociale est de plus en plus reconnue par les États africains comme étant une stratégie efficace de lutte contre les privations, notamment la faim, et surtout parmi les groupes marginalisés et vulnérables. Cet élan s'est accéléré avec l'adoption, en 2009, du Cadre de Politique sociale de l'Union africaine. Actuellement, de nombreux pays africains disposent d'une forme ou d'une autre de dispositif de protection sociale, mais leur champ d'application, leurs objectifs et leurs modalités de prestation varient selon les pays. En général, l'ampleur et le caractère adéquat de ces programmes n'ont pas de commune mesure avec la magnitude et la gravité des privations dont souffrent les groupes les plus vulnérables.

Ainsi, il existe un corpus de preuves grandissant qui démontre l'efficacité des programmes de protection sociale dans la lutte contre la faim chez les enfants. Les dispositifs de transfert d'argent se sont généralement montré efficaces dans l'amélioration du niveau de vie des familles pauvres et dans la stimulation de la consommation de nutriments par les enfants.[35]

Le programme moyen de protection sociale en Afrique augmente l'apport calorique de 13 %.[36] Par exemple, le programme de transfert d'argent du Kenya a grandement amélioré la fréquence de la consommation d'aliments riches en nutriments et l'apport énergétique chez les enfants.[37] Au Malawi, la réussite du programme de transfert d'argent Mchinji, et les allocations de soutien à l'enfant d'Afrique du Sud ont également contribué à une importante amélioration de la santé de l'enfant et de sa nutrition.[38] Le Programme éthiopien de « Filet de sécurité productif » a aussi contribué à réduire l'insécurité alimentaire des ménages et à améliorer la quantité, la qualité et la fréquence de la consommation alimentaire chez les enfants.[39]

Les programmes de protection sociale constituent également les moyens les plus efficaces pour cibler les personnes exposées à des catastrophes naturelles et autres urgences. Le récent phénomène El Niño en Afrique de l'Est a montré en quoi les dispositifs de protection sociale peuvent absorber les chocs dans la région et ainsi aider les communautés vulnérables à résister aux effets du changement climatique et à surmonter le danger imminent que représentent l'insécurité alimentaire et la famine.[40]

De plus, les études d'évaluation montrent que ces programmes sont généralement efficaces en termes de réduction de la faim et pour aider à surmonter d'autres privations grâce à des niveaux croissants de consommation alimentaire. Par exemple, dans des pays comme l'Afrique du Sud, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Sénégal et la Tanzanie, qui disposent de programmes de protection sociale relativement larges, les dépenses d'alimentation ont augmenté de 36 centimes pour chaque dollar transféré aux bénéficiaires. Les programmes les plus performants sont ceux qui ciblent les ménages très pauvres et qui procèdent à des paiements en temps voulu avec de faibles coûts de transaction. Par exemple, dans le cadre du Programme zambien d'allocation enfant, 98 % des ménages reçoivent leur paiement en temps voulu en se rendant, par un court trajet à

pied, dans l'un des sites de paiement (faible coût de transaction) ; ceci a permis d'améliorer les résultats en matière de lutte contre la faim.

Il existe des preuves irréfutables du bénéfice économique et social que représente l'investissement dans la protection sociale. Malgré cela, la plupart des pays n'ont pas réussi à investir dans ce domaine essentiel et les programmes existants sont très insuffisamment financés. Les dépenses moyennes en protection sociale en Afrique tournent autour de 4 % du revenu national, avec de grands écarts entre les pays.[41] Comme l'a constaté le **Rapport africain sur le bien-être de l'enfant 2018,** l'efficacité de la protection sociale est fortement corrélée à la bonne gouvernance et à l'engagement politique. Les pays où règne la mauvaise gouvernance ont tendance à moins investir dans les programmes de protection sociale, malgré des niveaux élevés de privations au sein de leur population et un manque d'accès aux services fondamentaux.

Enseignements d'autres régions du monde : le Programme de repas scolaires, au Pérou

Le Pérou a réussi à réduire le retard de croissance de plus de 50 % en une dizaine d'années, entre 2005 et 2016. L'un des ingrédients clés du succès du Pérou réside dans l'attention particulière apportée aux services sociaux rentables et favorables aux pauvres. Cette stratégie a accordé la priorité aux 1000 premiers jours, qui sont déterminants, à compter de la conception et pendant les deux premières années de la vie (après quoi les dommages causés par la malnutrition sont en grande partie irréversibles).

Le Pérou a pu consolider ces acquis grâce à un programme national de repas scolaires, nommé Qali Warma. Ce programme est dirigé par le Ministère du Développement et de l'Inclusion sociale (MIDIS) et il est entièrement financé par des fonds publics. Qali Warma est quasi universel et vise plus de trois millions d'élèves chaque jour dans des dizaines de milliers d'écoles, notamment dans des écoles au sein des communautés autochtones.[42]

Les programmes de repas scolaires bien conçus, qui utilisent des ingrédients locaux, peuvent servir plusieurs objectifs dans le cadre d'un système de protection sociale plus vase, notamment dans la prévention de la faim et dans le soutien à une bonne nutrition et à des buts éducatifs ; dans la scolarisation accrue des enfants ; dans la réduction de l'absentéisme et du décrochage scolaire ; dans la réduction de la pauvreté en stimulant

les revenus du ménage et de la communauté ; et dans l'augmentation de la demande en aliments nutritifs plus diversifiés, plus accessibles et plus abordables.

5. Conclusions

La faim est l'un des plus pressants casse-têtes politique, économique, moral et existentiel pour l'Afrique aujourd'hui. La faim chez les enfants est une réalité persistante, nue et brutale. Des millions d'enfants souffrent de la faim. Un grand nombre d'entre eux souffrent de formes graves de la faim chaque jour, chaque mois et chaque année.

La faim a des conséquences néfastes sur le développement physique, cognitif, social et émotionnel des enfants. C'est l'une des premières causes de mortalité infantile. Elle affecte de manière permanente leurs capacités d'apprentissage, leur état de santé, leur productivité et leurs revenus futurs. Elle touche donc au bien-être économique et à l'avenir des pays, sans parler du fait qu'elle aggrave les injustices sociales.

Divers facteurs sont à l'origine de la faim chez les enfants. La pauvreté est la cause première ; c'est la raison de l'absence de nourriture ou de ses limitations. Mais il y a aussi le système alimentaire déficient de l'Afrique, qui n'a pas réussi à fournir suffisamment d'aliments nutritifs pour la population au sens large, et notamment pour les enfants.

Les conditions météorologiques extrêmes se sont manifestées sous forme de sécheresse prolongée ou d'inondations, et les conflits en cours dans plusieurs pays ont encore compliqué l'approvisionnement et l'accès à l'alimentation. Elles ont entraîné des hausses de prix des denrées alimentaires, ainsi que des migrations, des troubles civils et davantage de faim.

L'impressionnante et constante croissance économique qu'ont connu de nombreux pays africains ces dernières années ne s'est pas traduite dans une réduction visible de la faim chez les enfants. La croissance économique s'est révélée inégale et n'a pas été accompagnée ni précédée de politiques inclusives favorables aux enfants et aux pauvres.

Rien ne peut justifier ce tragique paradoxe qui veut que des enfants meurent de faim à une époque de performances économiques plutôt impressionnantes. Et pourtant, elle est bien là, silencieuse, largement inavouée et tolérée, sûrement parce que c'est un problème qui touche les sans-voix. C'est une condamnation déplorable de notre ordre socioéconomique et politique actuel.

La gravité et l'ampleur du problème sont telles qu'il nécessite rien de moins d'un programme politique et économique radical et apportant des changements majeurs. Il s'agit donc, par-dessus tout, de : (i) un engagement politique au plus haut niveau ; (ii) un engagement constitutionnel ou législatif visant à garantir qu'aucun enfant ne souffre plus de la faim et à rendre obligatoire pour les États l'accès universel à une quantité minimum acceptable de nourriture pour tous les enfants ; (iii) de fournir des aides sociales ciblant les populations pauvres, en particulier les ménages dirigés par des enfants et par des femmes ; et (iv) l'institution de programmes de repas scolaires dans toutes les régions et communautés.

Il faut agir de toute urgence. Il ne s'agit pas d'évoquer les ressources limitées, bien qu'on ne puisse nier l'effort que cela représente pour les comptes publics. Le problème réside dans notre système de gouvernance déficient et dans l'absence de répondant de la part de nos dirigeants politiques, partout sur le continent. La faim chez les enfants est le rejeton de l'alliance inavouable entre l'indifférence politique, l'absence de redevabilité et la mauvaise gestion économique. La solution durable réside donc dans le domaine public et politique. Ceci nécessite, pour commencer, une mobilisation publique et un mouvement panafricain visant à faire en sorte que nos États africains nous rendent des comptes et en finissent avec la faim chez les enfants.

QUELQUES DÉFINITIONS IMPORTANTES

Malnutrition : manifestation d'une mauvaise nutrition comprenant la sous-nutrition (ou dénutrition), le surpoids et l'obésité.

Dénutrition/sous-nutrition : se réfère à toute forme de carence nutritionnelle (comprenant le retard de croissance, l'insuffisance pondérale, l'émaciation et les carences en éléments nutritifs) à l'exception du surpoids et de l'obésité.

Retard de croissance de l'enfant : le retard de croissance est un signe de faim chronique ; il est défini par une faible taille par rapport à l'âge chez les enfants âgés de 6 à 59 mois. Ces enfants peuvent souffrir de dommages physiques et cognitifs graves et irréversibles pour toute leur vie, et qui peut même avoir des répercussions sur la génération suivante. Le retard de croissance se mesure en scores Z de taille par rapport à l'âge ≤-2 en ce qui concerne les Normes de croissance de l'enfant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

L'émaciation de l'enfant : l'émaciation est un signe de faim aiguë ; elle se définit par un faible poids par rapport à la taille chez les enfants âgés de 6 à 59 mois. L'émaciation est due à une perte de poids rapide et récente ou à une incapacité à prendre du poids. Un enfant atteint d'émaciation modérée à grave voit augmenter son risque de décès, mais il existe des traitements. L'émaciation se mesure en scores Z de poids par rapport à la taille ≤-2 en ce qui concerne les Normes de croissance de l'enfant de l'OMS.

Surpoids et obésité : indice de masse corporelle (IMC) ≥ 25 (surpoids) et ≥ 30 (obésité) chez les adultes hors grossesse. Ceci augmente le risque de maladies liées à l'alimentation et non transmissibles.

Notes de fin

[1] High-Level Political Forum (HLPF) (2017). Thematic review of SDG 2: End hunger, achieve food security and improved nutrition, and promote sustainable agriculture.

[2] FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO. (2018). The State of Food Security and Nutrition in the World 2018. Building climate resilience for food security and nutrition. Rome, FAO.

[3] FAO. 2018. Voices of the Hungry. In: *FAO* [online]. Rome. www.fao.org/in-action/voices-of-the-hungry.

[4] FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO. (2018). The State of Food Security and Nutrition in the World 2018. Building climate resilience for food security and nutrition. Rome, FAO.

[5] UNICEF, WHO and World Bank (2019). Joint Child Malnutrition Estimates. Levels and trends in child malnutrition: Key findings of the 2019 edition. Accessed in April 2019 at https://www.who.int/nutgrowthdb/jme-2019-key-findings.pdf?ua=1.

[6] Black et al., (2013). Maternal and child undernutrition and overweight in low-income and middle-income countries. *The Lancet*, 382(9890), 427-451.

[7] Welthungerhilfe and Concern Worldwide (2018). 2018 Global Hunger Index: Forced Migration and Hunger. Bonn and Dublin: Welthungerhilfe and Concern Worldwide.

[8] Darnton-Hill et al., (2005). Micronutrient deficiencies and gender: social and economic costs. *The American journal of clinical nutrition*, *81*(5), 1198S-1205S.

[9] Black et al., (2013). Maternal and child undernutrition and overweight in low-income and middle-income countries. *The Lancet*, 382(9890), 427-451.

[10] WHO (2017). Nutritional anaemias: tools for effective prevention and control. Geneva: World Health Organization.

[11] Black et al., (2013). Maternal and child undernutrition and overweight in low-income and middle-income countries. *The Lancet*, 382(9890), 427-451.

[12] Black et al., (2013). Maternal and child undernutrition and overweight in low-income and middle-income countries. *The Lancet*, 382(9890), 427-451.

[13] African Union Commission, NEPAD Planning and Coordinating Agency, UN Economic Commission for Africa, and UN World Food Programme (2014). The Cost of Hunger in Africa: Social and Economic Impact of Child Undernutrition in Egypt, Ethiopia, Swaziland and Uganda. Report. Addis Ababa: UNECA, 2014.

[14] African Union Commission, NEPAD Planning and Coordinating Agency, UN Economic Commission for Africa, and UN World Food Programme (2014). The Cost of Hunger in Africa: Social and Economic Impact of Child Undernutrition in Egypt, Ethiopia, Swaziland and Uganda. Report. Addis Ababa: UNECA, 2014.

[15] Horton, S. and Steckel, R.H. (2013) Malnutrition: Global economic losses attributable to malnutrition 1900-2000 and projections to 2050. How Much Have Global Problems Cost the Earth? A Scorecard from 1900 to 2050:247-272.

[16] African Union Commission, NEPAD Planning and Coordinating Agency, UN Economic Commission for Africa, and UN World Food Programme (2014). The Cost of Hunger in

Africa: Social and Economic Impact of Child Undernutrition in Egypt, Ethiopia, Swaziland and Uganda. Report. Addis Ababa: UNECA, 2014.

[17] Horton, S. and Hoddinott, J. (2014). Benefits and Costs of the Food and Nutrition Targets for the Post-2015 Development Agenda. Post-2015 Consensus. Copenhagen Consensus Center.

[18] Hoddinott, J. (2016). Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition Working Paper, The economics of reducing malnutrition in Sub-Saharan Africa.

[19] Baye, K. et al., (2019). Energy and nutrient production in Ethiopia, 2011-2015: Implications to supporting healthy diets and food systems. *PloS one*, *14*(3), e0213182.

[20] Hirvonen, K. et al., (2017). Children's diets, nutrition knowledge, and access to markets. *World Development*, *95*, 303-315.

[21] Headey, D., Alderman, H. (2017). The relative prices of healthy and unhealthy foods in 175 countries. Paper presented at the Agriculture for Nutrition and Health Academy Week, Kathmandu.

[22] Bachewe F. et al., (2017). The rising costs of nutritious foods in Ethiopia. *Addis Ababa: IFPRI ESSP Research Note*, *67*.

[23] Vollmer, S. et al., (2014). Association between economic growth and early childhood undernutrition: evidence from 121 Demographic and Health Surveys from 36 low-income and middle-income countries. *The Lancet Global Health*, *2*(4), e225-e234.

[24] Abel, G. J., Brottrager, M., Cuaresma, J. C., & Muttarak, R. (2019). Climate, conflict and forced migration. *Global Environmental Change*, *54*, 239-249.

[25] Brinkman, H. J., & Hendrix, C. S. (2011). Food Insecurity and Violent Conflict: Causes. *Consequences, and Addressing the Challenges, World Food Prgramme*.

[26] FAO (2016). Nutrition in protracted crises. Rome, FAO.

[27] UN Security Council Resolution 2417(2018); available at: https://www.un.org/press/en/2018/sc13354.doc.htm.

[28] Wagner, Z.et al., (2018). Armed conflict and child mortality in Africa: a geospatial analysis. *The Lancet*, 392(10150), 857-865.

[29] AUC (undated) Africa Regional Nutrition Strategy 2015-2025. Available at:https://au.int/sites/default/files/pages/32895-file-arns_english.pdf.

[30] Cunningham, K. et al., (2017). Maternal and child nutrition in Nepal: Examining drivers of progress from the mid-1990s to 2010s. *Global Food Security.* Also see:

https://www.ennonline.net/attachments/2912/WaSt-policy-brief.pdf.

[31] https://www.afdb.org/en/news-and-events/african-union-commission-and-african-development-bank-launch-scorecard-to-track-nutrition-progress-18994/.

[32] African Union and African Development Bank Group (2019). The Continental Nutrition Accountability Score Card. A Call for Better Advocacy and Accountability for Nutrition Investment in Africa.

[33] Ruel, M. T. et al, (2013). Nutrition-sensitive interventions and programmes: how can they help to accelerate progress in improving maternal and child nutrition?.*The Lancet*, *382*(9891), 536-551. Also see:

Kraemer, K. et al., (2016). Nutrition-Specific and Nutrition-Sensitive Interventions. In *Good Nutrition: Perspectives for the 21st Century* (pp. 276-288). Karger Publishers

[34] Beegle, K., Coudouel, A., & Monsalve, E. (Eds.). (2018). *Realizing the full potential of social safety nets in Africa*. The World Bank.

[35] ILO (2017). World Social Protection Report 2017–19: Universal social protection to achieve the Sustainable Development Goals. Geneva: International Labour Organization. Also see:

ODI (2016). Cash transfers: what does the evidence say? A rigorous review of programme impact and of the role of design and implementation features. London: Overseas Development Institute (ODI).

[36] Hidrobo, M. Hoddinott, J. Kumar, N. and Olivier, M. (2015). Social protection, food security and assets. Mimeo. Washington DC: International Food Policy Research Institute.

[37] Ministry of Labour and Social Affairs (2013). Strategic Plan 2013-2017. Government of Kenya. Also see:

Jackson, C., Butters, S., Byambaa, E., Davies, M., & Perkins, N. (July 2011). Lessons from Social Protection Programme Implementation in Kenya, Zambia and Mongolia. Brighton, UK: Institute of Development Studies.

[38] Hoddinott, J. (2012) "Enhancing Health and Nutrition Outcomes through Social Protection Programming." UNICEF Social Protection Strategic Framework Launch Event;

Aguero, J. M., Carter, M. and Woolard, I. (2007). "The Impact of Unconditional Cash Transfers on Nutrition: The South African Child Support Grant." Working Paper no. 39, International Poverty Centre, Brasilia;

Agüero et al. 2006; Miller 2008.

[39] UNICEF (2014). Improving Child Outcomes Through Social Protection: Evidence from the Transfer Project. Paper presented at the African Union Expert Consultation on Children and Social Protection Systems in Africa. Prepared by UNICEF Innocenti, April 2014. Retrieved from www.cpc.unc.edu/projects/transfer/events.

[40] Save the Children and UNICEF (2017). Adaptation and Response for Children Affected by Droughts and Disasters - How National Social Protection Systems are Responding to El Niño in Eastern and Southern Africa. Nairobi: Save the Children and UNICEF Regional Office for Eastern and Southern Africa.

[41] ACPF (2018). The African Report on Child Wellbeing 2018: Progress in the child-friendliness of African governments. Addis Ababa: ACPF.

[42] https://blogs.worldbank.org/education/school-feeding-tool-social-inclusion.